

Dépot légal 15-12-827

www.magazinehaitiespoir.site

# 60 Vol. 2, du 25 au 30 Octobre 2026

# Magazine HAITI-ESPOIR

Revue de l'actualité nationale et internationale



Tél (+509) 3475 1155 / 56220262

Haïti/Election présidentielle

**DES CANDIDATS  
MAJEURS  
DÉPOSENT  
LEURS DOSSIERS**



Haïti/ Économie

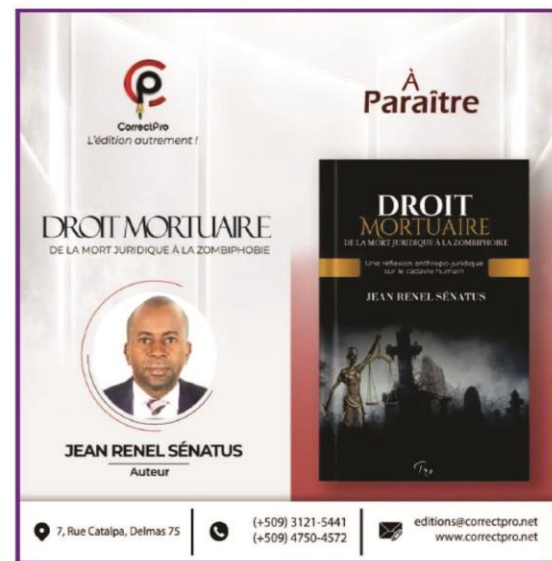
**DONS, PRÊTS  
CONCESSIONNELS  
OU EMPRUNTS  
COMMERCIAUX ?**



Victoria's Secret Fashion show 2026

**SOLANGE  
OMON  
L'ÈRE DES  
MANNEQUINS  
NOIRES**

**VENTE-SIGNATURE**



## **HAÏTI FACE À L'INSÉCURITÉ : UNE CRISE QUI MENACE LA POPULATION ET L'AVENIR DU PAYS**



Haïti traverse une période particulièrement difficile, marquée par l'insécurité, les déplacements de population, les difficultés économiques et les incertitudes politiques. Au cours de cette semaine, la situation sécuritaire a de nouveau attiré l'attention de l'opinion publique après l'enlèvement de quatre membres salvadoriens d'une force internationale chargée d'appuyer les efforts de sécurité dans le pays. Cet événement rappelle l'ampleur des défis auxquels Haïti est confrontée et soulève de nouvelles interrogations sur l'efficacité des opérations menées pour rétablir l'ordre.

Selon des informations publiées les 21 et 22 octobre 2026 par Reuters et Associated Press, quatre membres salvadoriens d'une force internationale de sécurité ont été portés disparus après une attaque contre leur véhicule blindé à Croix-des-Bouquets, dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Les autorités ont indiqué que des opérations avaient été engagées pour les retrouver. Le président salvadorien Nayib Bukele a annoncé le lancement d'une opération de recherche et de sauvetage.

Le 22 octobre, le Salvador a également déployé des militaires supplémentaires en Haïti pour participer aux recherches. Les affrontements dans la zone compliquent toutefois les interventions et rendent l'accès à certains secteurs difficiles.

Cet incident constitue un nouvel épisode préoccupant dans une crise où les forces de sécurité doivent intervenir dans des zones particulièrement dangereuses. Il met également

en évidence les difficultés auxquelles se heurtent les équipes internationales venues soutenir les autorités haïtiennes. Les événements rapportés cette semaine se sont produits à Croix-des-Bouquets, une commune située à l'est de Port-au-Prince. Cependant, cette situation ne se limite pas à cette commune. Depuis plusieurs années, la violence des groupes armés touche différents quartiers de la capitale et s'étend à d'autres départements du pays. Des routes stratégiques sont perturbées, des activités économiques sont interrompues et des habitants sont contraints de quitter leur domicile pour chercher refuge ailleurs.

La crise actuelle ne résulte pas d'un seul événement. Elle s'explique notamment par la fragilité des institutions, l'instabilité politique, la pauvreté, la circulation illégale des armes et la capacité des groupes armés à étendre leur influence. L'affaiblissement des institutions a limité la capacité de l'État à garantir durablement la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Dans certaines zones, les groupes armés imposent leurs propres règles, entravent les déplacements et rendent l'accès aux services essentiels plus difficile. La lutte contre cette insécurité est également compliquée par le manque de moyens suffisants pour les forces chargées de protéger la population. Le déploiement d'une force internationale représente une tentative de soutenir la Police nationale d'Haïti, mais les événements récents montrent que la présence de forces supplémentaires ne suffit pas, à elle seule, à garantir une sécurité durable.

Suite page suivante

Le déploiement d'une force internationale représente une tentative de soutenir la Police nationale d'Haïti, mais les événements récents montrent que la présence de forces supplémentaires ne suffit pas, à elle seule, à garantir une sécurité durable.

Les conséquences de cette crise sont nombreuses et touchent presque tous les aspects de la vie quotidienne. Sur le plan humain, les violences exposent les habitants à la peur, aux enlèvements, aux blessures et à la perte de proches. Des familles doivent abandonner leur maison et chercher un endroit plus sûr, parfois sans disposer des moyens nécessaires pour se reconstruire. Sur le plan économique, l'insécurité perturbe le transport des marchandises, le commerce et les activités professionnelles. Les difficultés d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de transport contribuent à réduire le pouvoir d'achat des ménages. Les petits commerçants, les travailleurs indépendants et les familles aux revenus modestes figurent parmi les plus vulnérables.

Sur le plan éducatif, les déplacements et les menaces sécuritaires peuvent empêcher certains élèves de fréquenter régulièrement l'école. Cette interruption compromet les apprentissages et risque d'aggraver les inégalités entre les enfants qui disposent de conditions favorables et ceux qui vivent dans des zones affectées. Sur le plan psychologique et social, la peur permanente fragilise les relations entre les citoyens et leurs institutions. L'incertitude concernant le lendemain peut également provoquer du découragement et pousser certaines personnes à envisager de quitter leur communauté, voire le pays. Cette situation représente aussi un défi majeur pour l'avenir démocratique d'Haïti, car l'organisation d'élections crédibles exige un environnement dans lequel les citoyens peuvent se déplacer, participer aux activités politiques et voter sans intimidation.

Malgré les difficultés sécuritaires, la préparation des élections reste un enjeu important. Selon les informations présentées par les Nations unies le 19 octobre 2026, des progrès ont été enregistrés dans les préparatifs électoraux. Toutefois, l'insécurité persistante et la nécessité d'un dialogue politique continuent de soulever des questions sur les conditions permettant une transition stable. Les élections ne pourront produire des résultats durables que si elles s'accompagnent d'institutions fonctionnelles, de garanties de sécurité et d'une participation réelle de la population. Le rétablissement de l'autorité de l'État et la protection des droits fondamentaux restent donc des priorités.

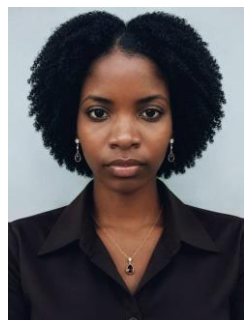
Face à cette crise, plusieurs actions apparaissent essentielles. Il est nécessaire de renforcer les capacités des

institutions de sécurité tout en veillant au respect des droits humains. Les opérations doivent viser la protection des civils et s'inscrire dans un cadre légal clair. La lutte contre les réseaux criminels doit également s'accompagner d'efforts pour limiter la circulation illégale des armes et poursuivre les personnes qui financent ou soutiennent les activités criminelles. Parallèlement, les populations déplacées ont besoin d'une assistance humanitaire suffisante, notamment en matière de logement, d'alimentation, d'accès à l'eau, de soins et d'éducation. Les autorités doivent aussi favoriser le dialogue politique, renforcer la transparence et préparer des élections crédibles. Enfin, des investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et les possibilités d'emploi sont indispensables pour offrir aux jeunes des perspectives d'avenir et contribuer à la reconstruction du pays.

L'actualité de cette semaine rappelle qu'Haïti demeure confrontée à une crise sécuritaire profonde, dont les conséquences dépassent largement le cadre des affrontements. L'enlèvement de membres d'une force internationale à Croix-des-Bouquets illustre les risques auxquels sont confrontés ceux qui participent aux opérations de sécurité, mais il ne doit pas faire oublier les citoyens qui subissent quotidiennement les conséquences de la violence. L'enjeu essentiel n'est donc pas seulement de réagir à chaque nouvel incident, mais aussi de prévenir la répétition de telles situations. La sécurité, la justice, l'éducation, l'emploi et la stabilité politique doivent avancer ensemble.

Haïti a besoin d'actions concrètes, d'institutions responsables et d'une coopération qui place la protection de la population au premier plan. La paix ne se construit pas uniquement par des opérations de sécurité : elle exige également de la justice, de la confiance et des possibilités réelles pour chaque citoyen. Au-delà des chiffres et des déclarations officielles, l'enjeu demeure fondamental : permettre au peuple haïtien de vivre dignement, d'étudier, de travailler et d'envisager l'avenir sans être prisonnier de la peur.

**« Comment pouvons-nous, par l'éducation, la solidarité et l'engagement citoyen, contribuer à bâtir un Haïti plus juste, plus sûr et porteur d'espoir pour les générations futures ? »**

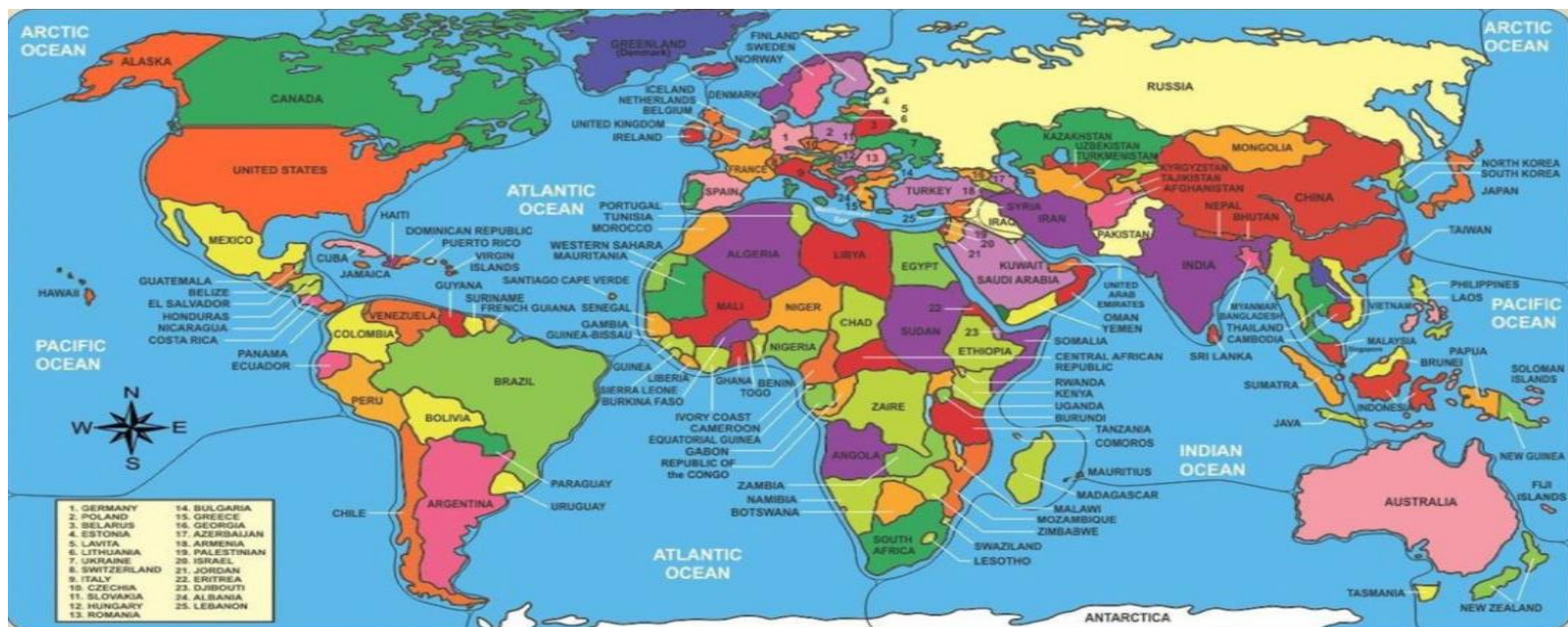


**Sarah Taina Kersainvil**

## Un monde sous tension :

## Conflits, diplomatie, économie et climat au cœur de l'actualité

Par Sarah Taina Kersainvil



La situation internationale reste marquée par plusieurs crises qui préoccupent les gouvernements et les populations. Les conflits armés, les efforts diplomatiques, les difficultés économiques et les phénomènes climatiques occupent une place importante dans l'actualité mondiale.

Au Moyen-Orient, les tensions continuent de susciter des inquiétudes. Les appels à la désescalade et à la protection des civils restent au centre des discussions internationales. Les organisations humanitaires rappellent l'importance de permettre l'accès à l'aide et de trouver des solutions diplomatiques durables.

En Ukraine, la guerre continue d'avoir des conséquences humaines, économiques et sécuritaires. Les autorités concernées et leurs partenaires restent confrontés à la question de la sécurité, tandis que la population civile doit faire face aux conséquences du conflit. Les perspectives de paix demeurent un enjeu majeur pour l'Europe et pour la stabilité internationale.

Sur le plan économique, les marchés mondiaux restent sensibles aux tensions géopolitiques. Les variations des prix de l'énergie peuvent influencer le coût du transport, de la production et de nombreux produits de consommation. Pour les pays qui dépendent des importations, ces changements peuvent accentuer les difficultés liées au coût de la vie.

En France, les débats sociaux et politiques continuent d'alimenter l'actualité. Les questions relatives au pouvoir

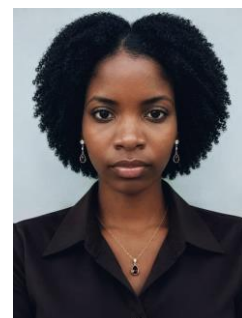
d'achat, aux services publics et aux orientations du gouvernement demeurent au cœur des préoccupations d'une partie de la population. Ces débats illustrent les défis auxquels font face plusieurs démocraties pour concilier stabilité économique et attentes sociales.

En Asie, les risques naturels rappellent l'importance de la prévention et de la préparation aux catastrophes. Les séismes, les inondations et les phénomènes météorologiques extrêmes peuvent bouleverser rapidement la vie des communautés. La coopération régionale et les systèmes d'alerte jouent un rôle essentiel pour limiter les pertes humaines et matérielles.

Enfin, la cybersécurité est devenue une priorité mondiale. Les attaques informatiques peuvent toucher les institutions, les entreprises et les particuliers. Les spécialistes encouragent le renforcement des systèmes de protection, la mise à jour régulière des appareils et la prudence face aux messages ou aux liens suspects.

En conclusion, l'actualité mondiale montre à quel point les enjeux politiques, économiques, humanitaires et environnementaux sont liés. Face à ces défis, la coopération entre les pays, la recherche de solutions pacifiques et la protection des populations restent essentielles.

Sarah Taina Kersainvil



# MARIE DANDINE MURAT

ARTISTE PLASTICIENNE HAÏTIENNE

Peinture • Techniques mixtes • Arts visuels

*L'art au service  
de la mémoire,  
de la culture et  
de l'humain.*



## FORMATION

École Nationale des Arts (ENARTS)  
1998 - 2002

Arts plastiques : dessin, peinture, sculpture,  
techniques mixtes et théorie de l'art.



## EXPÉRIENCE & RÉALISATIONS

- Plus de 20 ans de parcours artistique
- Expositions en Haïti et à l'international
- Participation à Artisanat en Fête (2008 - 2022)
- Montcel, Création - Ciel Ouvert (2016)
- Projets cinématographiques et documentaires
- Coordination régionale Ouest - La Voix de la Culture Internationale (2025)



## DOMAINES DE COMPÉTENCE

- Peinture et techniques mixtes
- Expositions artistiques
- Collaboration culturelle
- Valorisation du patrimoine haïtien



## CENTRES D'INTÉRÊT

- Création artistique
- Préservation du patrimoine culturel
- Échanges et collaborations internationales



## HAÏTI

10, rue Panaméricaine,  
Narcisse prolongée,  
Nerrette.

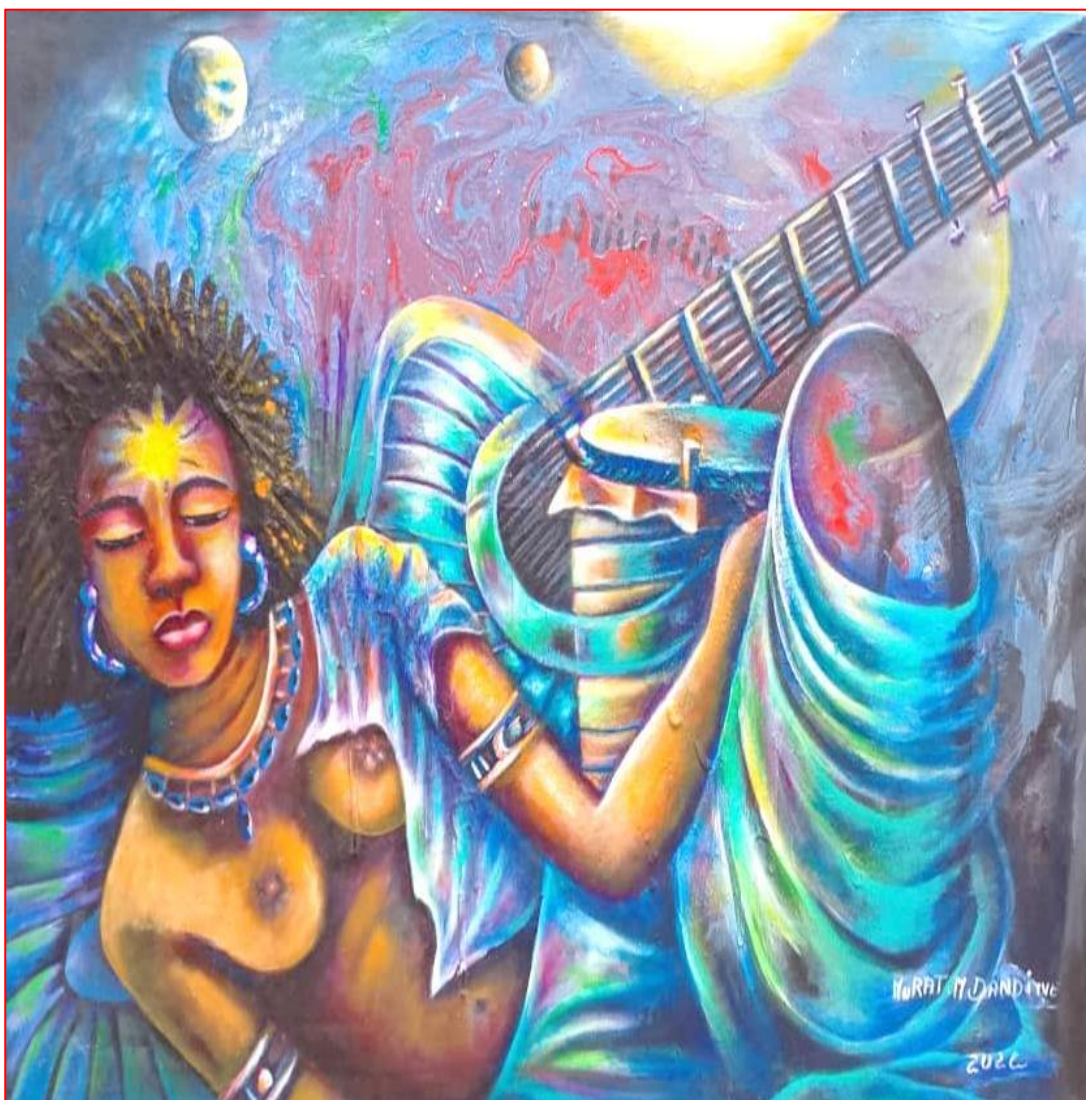


+509 41 62 6171

*L'art haïtien  
au-delà des frontières*



CRÉER • TRANSMETTRE • RAYONNER



**COORDINATION NATIONALE DES ORGANISATIONS  
DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES DROITS HUMAINS**



# **FORUM NATIONAL DES DROITS HUMAINS**

**Thème :**

**Société civile actrice de la démocratie :  
dialogue, participation et responsabilité  
dans le processus électoral.**



**29 octobre 2026  
9h-15h**



**Hôtel Montana  
Salle Horizon**



# **CNOSCIDH**



## **Conseil Electoral Provisoire**

### **AVIS**

#### **RECRUTEMENT ET FORMATION D'AGENTS DE SÉCURITÉ ÉLECTORALE (ASE)**

Dans le cadre des préparatifs de l'inscription des électeurs, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) annonce le recrutement supplémentaire et la formation des Agents de Sécurité Électorale (ASE), ainsi que le recrutement des superviseurs départementaux et communaux, du 10 au 25 octobre 2026, dans les dix (10) départements du pays.

##### **I. Recrutement des Superviseurs départementaux et communaux**

###### **Conditions d'éligibilité :**

- Être Haïtien(ne), âgé(e) de 25 à 50 ans ;
- Jouir de ses droits civils et politiques ;
- Être titulaire du diplôme de fin d'études classiques (NS IV) ;
- Résider dans le département ou la commune concernée ;
- Présenter un certificat récent de bonne vie et mœurs et remplir le formulaire du CEP.

##### **II. Recrutement des Agents de Sécurité Électorale (ASE)**

###### **Conditions d'éligibilité :**

- Être Haïtien(ne), âgé(e) de 21 à 50 ans ;
- Jouir de ses droits civils et politiques ;
- Être titulaire du certificat de 9e année fondamentale au moins ;
- Résider dans la commune concernée ;
- Présenter un certificat récent de bonne vie et mœurs et remplir le formulaire du CEP.

##### **III. Pièces à fournir**

###### **Pour les deux catégories de postes :**

- Carte d'Identification Nationale (CIN) et copie ;
- Certificat, original et copie ;
- Deux (2) photos d'identité récentes ;
- Certificat récent de bonne vie et mœurs ;
- Numéro de téléphone personnel et numéro de référence.

**NB :** Avoir déjà été Agent de Sécurité électorale, Superviseur Communal ou Départemental lors d'un processus électoral antérieur constitue un atout majeur.

Les dossiers sont reçus aux BED et BEC, du lundi au vendredi, de 8 h à 16 h, durant la période de recrutement. Tout dossier incomplet entraîne le rejet de la candidature.

La formation des ASE retenus est prévue du 23 au 25 octobre 2026.

###### **Informations supplémentaires :**

- Le Conseil électoral encourage largement la participation des femmes.
- Pour toute information complémentaire, les intéressés sont invités à consulter les canaux officiels du CEP : [www.cephaiti.ht](http://www.cephaiti.ht).

Fait à Pétion-Ville, le 19 octobre 2026



Uder ANTOINE  
Directeur Général du CEP

# DES CANDIDATS MAJEURS DÉPOSENT LEURS DOSSIERS !

Par Béchir Ben Sallah



**Le candidat Jocelerme Privert remplissant son formulaire**

Les anciens Président de la République d'Haïti, **Jocelerme Privert** et **Michel Joseph Martelly** ont déposé les pièces de candidature à la présidence au Bureau Electoral de l'Ouest I (BED Ouest I) situé sur la route de Frères à Pétion-Ville, respectivement les Lundi 19 et Vendredi 23 Octobre 2026. Quelques semaines auparavant, ils se s'étaient inscrits en ligne, tel que requis par l'institution électorale. En cette occasion, MM. Privert et Martelly étaient accompagnés :

- des dirigeants des formations politiques constituant leurs groupements politiques dénommés "AYITI TRANFOME" et DEBLOKE,
- des membres de leurs staffs politiques personnels,
- d'une foule de partisans.

« En démocratie, le pouvoir ne s'acquiert que par le vote du Les élections sont le seul chemin vers le retour à l'ordre constitutionnel, et je les choisis peuple. », a déclaré l'ancien Chef d'Etat à la presse au sortir du bureau électoral. Pour "AYITI TRANFOME", son poulain



**Le candidat Martelly arrivant au BED**

*"représente une candidature d'apaisement, centrée sur un quinquennat de stabilisation et sur douze engagements".*

Dans un communiqué de presse paru le même jour, le groupement AYITI TRANSFÔME en a profité pour rappeler au grand public les points-clés de son projet de société :

- << –Reprendre le territoire zone par zone et y ramener la police, l'école, les soins, la justice et le travail ;
- Permettre le retour des familles déplacées chez elles ;
- Gouverner par la loi, en soumettant chaque réforme au Parlement ;
- Faire de l'agriculture, de la transformation locale et de l'emploi le cœur de l'économie ;
- Remettre le pouvoir, au terme du quinquennat 2027-2032, à une personne élue, à la date fixée par la Constitution.>>

Au siège du Bureau Départemental de l'Ouest I, l'ancien Président Martelly a déclaré pour la presse :<< Comme l'exige le décret électoral, je suis venu faire le dépôt de mes pièces. Je me présente comme candidat à la présidence. Nous allons suivre le reste de la procédure.>>

## Les destins de ces deux hommes, semblent liés :

**Jocelerme Privert** est un fonctionnaire de carrière qui a franchi toutes les étapes de l'administration publique haïtienne, de simple agent fiscal jusqu'à la Présidence Provisoire de la République (Février 2016-Février 2017), en passant par des postes ministériels et un mandat de sénateur de la République (Janvier 2011-Février 2016). Il considère cette longue expérience administrative et politique comme des atouts pour remporter la prochaine élection présidentielle.

**Michel Martelly** est un artiste populaire et ancien chef d'Etat d'Haïti qu'il a dirigé pendant la période du 14 Mai

2011 au 7 Février 2016. À cette date, Jocelerme Privert, alors Président du Sénat de la République, lui avait succédé comme Président intérimaire, suite à des élections au second degré. La raison en est que, prise dans des contestations tous azimuts, l'élection présidentielle entamée le 20 Octobre 2015 n'avait pas encore été finalisée à la fin de son mandat. Certains pensent que Martelly peut encore faire mouche dans une élection présidentielle marquée par une dispersion de l'électorat au sein d'une multitude de partis politiques sans grande base populaire.

Page suivante

Privert a été sanctionné le 16 Février 2023 par le Gouvernement du Canada qui l'accuse d'avoir utilisé son influence politique et économique pour financer et supporter les groupes armés criminels et déstabiliser Haïti. Pour sa part, Martelly se trouve sous les sanctions de l'ONU, des USA et du Canada pour des motifs quasi-similaires. Les deux anciens Chefs ont toujours nié ces accusations et demandé la possibilité de se défendre. Cela pourrait constituer un obstacle pour leurs candidatures présidentielles. Fort heureusement pour Privert, le décret

électoral n'a retenu à l'écart comme candidats les seules personnalités sanctionnées par l'ONU.

L'ancien Chargé d'Affaires des USA en Haïti, **Henry T. Wooster**, avait dit dans un premier que les sanctions ne constituaient pas en soi une condamnation judiciaire, et non une tentative de reconfiguration forcée de la classe politique haïtienne. L'affaire de leur éligibilité ou pas à des postes électifs était donc laissée à l'Etat aux électeurs haïtiens. Mais, ces derniers temps, les diverses déclarations des grands diplomates occidentaux en Haïti, laisseraient lire entre les lignes une tout autre position.

### Deux candidats majeurs :

Sur la base des critères combinés de capacité intellectuelle, expérience, capacité financière et popularité, certains considèrent **Jocelerme Privert** et **Joseph Michel Martelly** comme deux des principaux candidats à la Présidence, aux côtés de :

- **Wilner Joseph** du large regroupement politique **VIKTWA** ;
- l'ancien Président de la République, **Michel Joseph Martelly**, du regroupement **DEBLOKE** ;
- l'investisseur **Olivier Barreau** ;
- **Jacky Lumarque** du groupement politique **MIÈL** ;
- le Commissaire du Gouvernement **Jean Ernest Muscadin** ;
- l'ancien Premier Ministre **Claude Joseph** du Parti **EDE** ;

- l'ancien Maire de Delmas, **Wilson Jeudi** de Delmas ;
- **Munir Joseph Mourra** du **MPH** ;
- **Gary BODEAU** du groupement **REKONSILYE** ;
- l'économiste **Etzer Emile** ;
- l'ancien député **Jerry Tardieu** du groupe politique **EN AVANT** ;
- **Jude Célestin**; sorti en deuxième position pendant 2 courses présidentielles ;
- l'ancienne Ministre des Affaires Etrangères, **Dominique Dupuy** ;
- l'ancienne Première Dame, **Martine Moïse**.
- **Moïse Jean Charles** du **PPPD** ;
- **Guy Philippe** du **FREN** (éventuel) ;
- **Jean Lucien Ligondé** du **REN** (éventuel) ;
- **Le candidat éventuel** de Fanmi Lavalas, etc.

### Attendons voir la décision du CEP :

Tous les candidats inscrits devront passer l'étape de l'analyse de leurs dossiers et l'approbation de leur candidature par le *Conseil Electoral Provisoire* (CEP) qui, on peut déjà se l'imaginer, se trouvera sous des pressions tant internes qu'externes.

Les conditions ne sont pas encore réunies pour l'organisation de ces élections générales, pour les motifs suivants :

- la situation sécuritaire n'est pas encore adéquate ;
- la constitution sous l'empire de laquelle ces joutes seront organisées, n'est pas encore déterminée, car on ne saurait organiser un referendum constitutionnel en même temps que le premier tour

des élections. Il faudra donc des modifications préalables à la constitution.

- la date retenue du 13 Décembre pour le premier tour du scrutin, s'avère clairement irréaliste ;
- un replâtrage du CEP, demandé par de nombreux partis politiques, se trouve dans l'ordre des choses possibles.

Tout compte fait, les partis politiques ont présenté leurs candidats par mesure de précaution, mais ils savent tous que les élections ne pourront se tenir que vers le milieu ou la fin de l'année 2027.

**Béchir Ben Sallah**



# BUREAU DE MONÉTISATION DES PROGRAMMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT



# BMPAD

Le Bureau de Monétisation des Programmes d'Aide au Développement (BMPAD) est un organisme public autonome, chargé d'assurer la mobilisation, la gestion et la mise en œuvre de projets structurants inscrits dans la politique de développement du Gouvernement.



La création du BMPAD en 2008 a mis fin au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III.

Cet organisme fonctionnait sous la direction du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. Contrairement au Bureau de Gestion du Programme PL-480/Titre III, le BMPAD jouit d'une autonomie administrative et financière. Il assure le relais « des accords, des conventions et des protocoles d'entente » de l'ancienne structure. Sa mission est clairement définie selon les statuts précisés dans sa loi cadre.

[bmpad.gouv.ht](http://bmpad.gouv.ht), Port-au-Prince, Haïti

## SOLANGE OMON : L'ÈRE DES MANNEQUINS NOIRES



Le *Fashion Show 2026* de *Victoria's Secret* s'est tenu aux studios de Sony Pictures à Culver City, Los Angeles, California le Dimanche 18 Octobre 2026. C'est la première fois que ce spectacle de la mode n'a pas eu lieu à New York City. Les prestations musicales ont été assurées seulement par des artistes féminins : Megan Thee Stallion, Tate McRae et Megan Moroney, tandis que la chorégraphie a été l'œuvre du groupe de Pop mondial KATSEYE. À l'occasion de l'édition de cette année, de nombreux icônes de la mode ont fait leur réapparition, tels que : Hella Hadid, Adriana Lima, Alessandra Ambrosio, Rosie-Huntington-Whiteley, Elsa Hosk, Barbara Palvin, Anok Yai, Ashley Graham, Paloma Elsesser et Alex Consani.

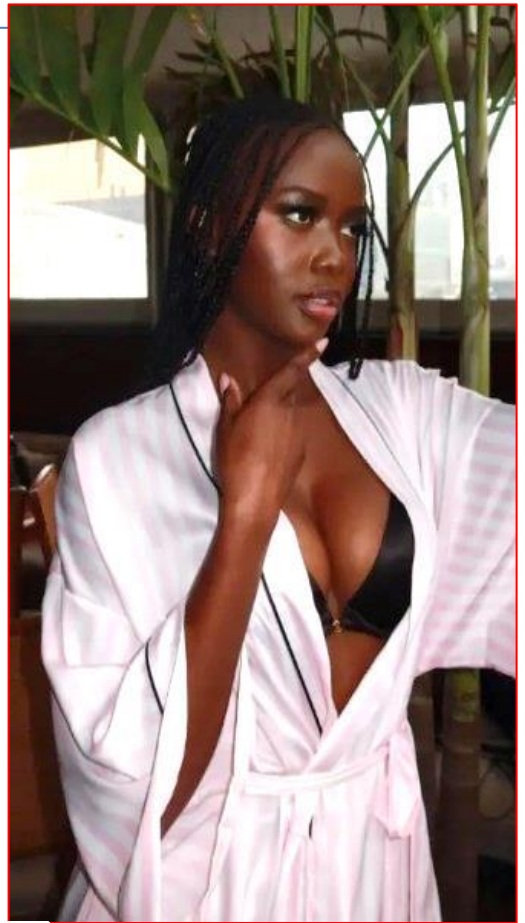
C'est la jeune mannequin Camerounaise de 21 ans, **Solange Omon**, qui a été couronnée "Angel" de *Victoria's Secret*. Au concours "Des Anges Parmi Nous", elle a passé de nombreuses rondes sur plus de cent mille participantes pour atteindre le Top 10, et finalement vaincre les finalistes Andreína Martinez et Tatyana Tinsley.

Née au Cameroun, Solange s'est établie plus tard dans l'Etat du Maine aux USA, où elle passa son temps comme étudiante à plein temps et coordonnatrice d'un programme caritatif aidant les immigrants adolescents et les Noirs à développer leur carrière et leurs talents dans les réseaux.

Elle a donc fait un début époustouflant au *Fashion Show 2026* de *Victoria's Secret*. Pour les membres du jury, Solange s'est détachée du groupe des 100 mille concurrentes par son authenticité, sa sécurité, sa

personnalité, sa détermination et sa passion. En plus de Solange Omon, les mannequins noires Anok Yai et Rachel Ojuromi, au podium de Coco Channel, ont fait les délices des nombreux participants et téléspectateurs.



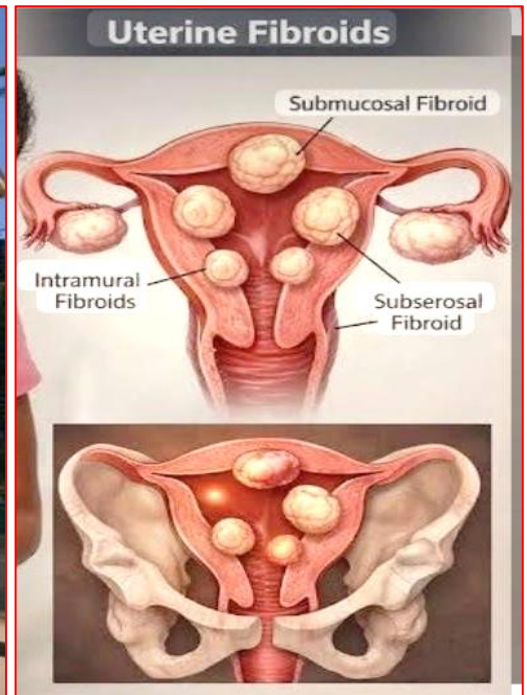


Anok Yai



# LA PRISE EN CHARGE DES FIBROMES UTÉRINS À CUBA

Par Dra. Yoania Vinent Danger



Hôpital gynéco-obstétrique universitaire Ramón González Coro de la Havane, Cuba

À Cuba, la prise en charge des fibromes utérins, en particulier dans les cas nécessitant une intervention chirurgicale, est guidée par une approche centrée sur la patiente qui privilégie le soulagement des symptômes, la préservation de la fonction reproductive et la prévention des complications à long terme telles que l'anémie, l'infertilité ou la déformation utérine. Les interventions

chirurgicales programmées s'inscrivent dans un programme de traitement structuré et fondé sur des données probantes. Chaque patiente bénéficie d'une évaluation complète prenant en compte la taille, le nombre et la localisation anatomique du fibrome, la réponse antérieure aux traitements conservateurs, les objectifs de fertilité et l'état de santé général.

## La classification des fibromes

Il est essentiel de comprendre les types et la classification des fibromes, car cette classification oriente le diagnostic et les décisions thérapeutiques, notamment en matière de préservation de la fertilité ou d'ablation chirurgicale. Les fibromes sont classés selon leur localisation par rapport à la paroi utérine :

**Fibromes intramuraux** : Il s'agit du type de fibrome le plus fréquent, situé dans la paroi musculaire de l'utérus.

**Fibromes sous-muqueux** : Ils se développent sous la muqueuse utérine et peuvent faire saillie dans la cavité utérine. Ils sont fréquemment associés à des saignements abondants. Fibromes sous-séreux : Ils s'étendent au-delà de la surface externe de l'utérus, dans la cavité pelvienne.

**Fibromes pédiculés** : Attachés à l'utérus par un pédicule, ils peuvent être sous-séreux ou sous-muqueux. Fibromes cervicaux : Ils prennent naissance dans le col de l'utérus, bien qu'ils soient moins fréquents.

## Le diagnostic des fibromes :

Le diagnostic pré-thérapeutique des fibromes utérins est essentiel pour orienter les décisions thérapeutiques, déterminer l'approche chirurgicale ou non chirurgicale appropriée et évaluer leur impact sur la fonction

reproductive et la santé globale. L'examen clinique, associé à des techniques d'imagerie avancées, permet de confirmer la présence, la taille, la localisation et les caractéristiques des fibromes. L'examen pelvien bimanuel est généralement la première étape pour identifier une augmentation du volume utérin, des contours irréguliers ou des masses palpables évocatrices de fibromes.

Parmi les examens d'imagerie permettant une visualisation plus précise des fibromes utérins figurent l'échographie endovaginale et l'échographie abdominale. L'échographie endovaginale fournit des images haute résolution de l'utérus et des annexes, ce qui la rend idéale pour évaluer les petits fibromes et leur rapport avec la cavité endométriale. L'échographie abdominale est particulièrement utile pour visualiser les gros fibromes ou ceux qui s'étendent au-delà du pelvis. Utilisées conjointement, ces modalités offrent une vision complète de la taille, du nombre et de la localisation des fibromes. L'imagerie par résonance magnétique (IRM) fournit des images détaillées dans plusieurs plans, permettant une caractérisation précise des fibromes, notamment leur vascularisation, leur composition (par exemple, leur dégénérescence) et leur proximité avec les structures

adjacentes. Elle est particulièrement précieuse en planification préopératoire, notamment chez les patientes envisageant des interventions conservatrices de l'utérus telles que la myomectomie ou l'embolisation des artères utérines, et pour différencier les fibromes des autres masses pelviennes.

L'hystéroscopie ou l'échographie hystéroscopique (pour les fibromes sous-muqueux) consiste en la visualisation directe de la cavité utérine à l'aide d'une petite caméra insérée par le col de l'utérus, permettant à la fois le diagnostic et la résection éventuelle des fibromes sous-muqueux au cours de la même intervention. L'échographie hystéroscopique (échographie avec perfusion saline) est une amélioration de l'échographie standard : en distendant la cavité utérine avec une solution saline, elle permet une meilleure visualisation

des lésions intracavitaires telles que les fibromes sous-muqueux ou les polypes.

Les analyses de laboratoire permettant d'évaluer une anémie ou le statut hormonal comprennent : une numération formule sanguine (NFS) est essentielle pour évaluer l'anémie, une complication fréquente des saignements menstruels abondants associés aux fibromes, qui peut influencer l'indication chirurgicale. Un bilan hormonal, incluant des tests de la fonction thyroïdienne et le dosage des hormones reproductives (FSH, LH, œstradiol), permet d'éliminer d'autres causes de saignements anormaux et d'orienter la prise en charge périopératoire, notamment chez les patientes en périménopause.

### Les options de traitement



Les options de traitement comprennent des approches chirurgicales et non chirurgicales. Une prise en charge conservatrice (non chirurgicale) peut convenir aux femmes présentant des symptômes légers ou gérables, ou à celles qui souhaitent retarder ou éviter une intervention chirurgicale.

**Les options de traitement non chirurgicales** les plus courantes comprennent : *les traitements hormonaux* : tels que les agonistes de la GnRH, les progestatifs et les contraceptifs oraux pour réguler les saignements et réduire la taille des fibromes ; *les médicaments non hormonaux* : les AINS pour la gestion de la douleur et l'acide tranexamique pour réduire les saignements. *Embolisation des artères utérines (EAU)* : Procédure radiologique mini-invasive réduisant l'apport sanguin aux fibromes, ce qui entraîne leur diminution de volume. *Ultrasons focalisés guidés par IRM (MRgFUS)* : Traitement non invasif utilisant des ultrasons de haute intensité pour détruire le tissu fibromateux. *Surveillance active* : Chez les patientes asymptomatiques ou ménopausées, une simple surveillance peut suffire.

**Options de traitement chirurgical** : Une intervention chirurgicale peut être nécessaire en cas de symptômes sévères ou réfractaires, d'infertilité liée à la présence de fibromes, de croissance rapide ou anormale des fibromes, ou d'inefficacité des traitements conservateurs.

Les techniques mini-invasives sont privilégiées lorsque cela est cliniquement approprié, en raison de leur temps de récupération plus court et du moindre risque de complications. Cependant, la chirurgie ouverte reste nécessaire dans les cas plus complexes impliquant des fibromes volumineux, multiples ou profondément implantés. Le choix de l'intervention dépend des symptômes de la patiente, de son statut reproductif, de son

état de santé général et des caractéristiques des fibromes, telles que leur taille, leur localisation et leur nombre.

*Myomectomie* : La myomectomie est une intervention conservatrice de l'utérus qui consiste en l'ablation chirurgicale des fibromes, laissant l'utérus intact. C'est l'option privilégiée pour les femmes qui souhaitent préserver leur fertilité ou éviter une hystérectomie.

Page suivante

**Myomectomie hystéroscopique** (minimale invasive) : Cette technique est particulièrement adaptée aux fibromes sous-muqueux qui font saillie dans la cavité utérine. Elle est réalisée par voie vaginale à l'aide d'un hystéroscope, sans incision abdominale. Elle offre un temps de récupération court et des pertes sanguines minimales, mais est limitée à certains types et tailles de fibromes.

**Myomectomie abdominale** (chirurgie ouverte) : recommandée pour les fibromes volumineux, multiples ou profondément implantés qui ne peuvent être traités par des techniques mini-invasives. Elle nécessite une incision plus importante dans le bas-ventre et une convalescence plus longue (généralement de 4 à 6 semaines). Elle permet un accès complet à l'utérus et peut être privilégiée dans les cas complexes ou en cas de fibromes récidivants.

Les techniques mini-invasives sont privilégiées lorsque cela est cliniquement approprié, en raison de leur temps de récupération plus court et du moindre risque de complications. Cependant, la chirurgie ouverte reste nécessaire dans les cas plus complexes impliquant des fibromes volumineux, multiples ou profondément implantés. Le choix de l'intervention dépend des symptômes de la patiente, de son statut reproductif, de son état de santé général et des caractéristiques des fibromes, telles que leur taille, leur localisation et leur nombre.

**Myomectomie** : La myomectomie est une intervention conservatrice de l'utérus qui consiste en l'ablation chirurgicale des fibromes, laissant l'utérus intact. C'est l'option privilégiée pour les femmes qui souhaitent préserver leur fertilité ou éviter une hystérectomie. **Myomectomie hystéroscopique** (minimale invasive) : Cette technique est particulièrement adaptée aux fibromes sous-muqueux qui font saillie dans la cavité utérine. Elle est réalisée par voie vaginale à l'aide d'un hystéroscope, sans incision abdominale. Elle offre un temps de récupération court et des pertes sanguines minimales, mais est limitée à certains types et tailles de fibromes.

**Myomectomie laparoscopique** (chirurgie mini-invasive) : indiquée pour les fibromes intramuraux ou sous-séreux accessibles par laparoscopie. De petites incisions abdominales sont pratiquées et un instrument guidé par caméra est utilisé pour retirer les fibromes. Cette technique est associée à une hospitalisation plus courte, une récupération plus rapide et moins de douleurs postopératoires. **Myomectomie abdominale** (chirurgie ouverte) : recommandée pour les fibromes volumineux, multiples ou profondément implantés qui ne peuvent être

**Myomectomie laparoscopique** (chirurgie mini-invasive) : indiquée pour les fibromes intramuraux ou sous-séreux accessibles par laparoscopie. De petites incisions abdominales sont pratiquées et un instrument guidé par caméra est utilisé pour retirer les fibromes. Cette technique est associée à une hospitalisation plus courte, une récupération plus rapide et moins de douleurs postopératoires.

traités par des techniques mini-invasives. Elle nécessite une incision plus importante dans le bas-ventre et une convalescence plus longue (généralement de 4 à 6 semaines). Elle permet un accès complet à l'utérus et peut être privilégiée dans les cas complexes ou en cas de fibromes récidivants.

**Hystérectomie** : L'hystérectomie consiste en l'ablation complète de l'utérus, entraînant la disparition définitive des fibromes. C'est le seul traitement curatif, car les fibromes ne peuvent pas récidiver après l'ablation de l'utérus. Elle peut être pratiquée par laparoscopie (chirurgie mini-invasive), par voie vaginale (chirurgie mini-invasive) ou par voie abdominale (chirurgie ouverte), selon la taille et la position de l'utérus et des fibromes. Elle est indiquée chez les femmes présentant des symptômes sévères, n'envisageant pas de grossesse future, ou en cas de pathologies associées telles qu'une hyperplasie de l'endomètre ou des saignements récurrents. Elle élimine le besoin de traitements ultérieurs pour les fibromes et fait disparaître définitivement les symptômes associés. La convalescence est plus longue après une chirurgie ouverte ; les approches mini-invasives sont privilégiées lorsque cela est possible. Ablation de l'endomètre (chirurgie mini-invasive) :

**L'ablation de l'endomètre** est une intervention qui détruit la muqueuse utérine (endomètre) afin de réduire ou d'arrêter les saignements menstruels abondants. Elle est indiquée chez les femmes souffrant de règles abondantes ou prolongées dues à des fibromes qui déforment la cavité endométriale. Ce traitement est inefficace pour les fibromes volumineux, intramuraux ou profondément implantés. Il est déconseillé aux femmes souhaitant concevoir ultérieurement, car il réduit considérablement, voire supprime, la fertilité.

**Dra. Yoania Vinent Danger**

*Médecin*

*Généraliste de premier degré*

*Santiago de Cuba*



### Lisez le Magazine HAITI-ESPOIR Confiez-nous vos publicités

Nous avons un lectorat de plus de 20 mille membres répartis à travers Haïti, les États-Unis, le Canada, la France, la République Dominicaine, les Antilles et l'Afrique.

[www.magazinehaitiespoir.site](http://www.magazinehaitiespoir.site)

Facebook: Magazine Haïti-Espoir.

Tél +50934751155 / 56220262



# Ancien Sénateur Anacacis Jean Hector

***Le Père de la Réconciliation nationale***

**Co-inspirateur de la méthode des**

**4R**

**face à la crise de l'insécurité en Haïti.**

**(4R = Réhabilitation – Réinsertion –  
Réparation – Réconciliation nationale)**

**FAUT-IL PRIVILÉGIER LES DONS ET LES PRÊTS CONCESSIONNELS PLUTÔT QUE LES EMPRUNTS COMMERCIAUX ?**

Par Yves Junior VANCOL, Ing



Rencontre Haïti et FMI

L'annulation de la dette extérieure d'un pays peut constituer une occasion importante de réorienter sa politique économique, de renforcer ses capacités financières et de financer son développement. Toutefois, cette possibilité ne garantit ni la stabilité économique ni l'accès automatique à de nouveaux financements. Pour Haïti, cette question revêt une importance particulière. Le pays traverse une crise multidimensionnelle caractérisée par une dégradation persistante de la situation sécuritaire, un affaiblissement des institutions publiques, une profonde incertitude politique et une contraction prolongée de l'activité économique.

**1. L'annulation de la dette : une opportunité, mais pas une solution miracle**

L'annulation de la dette publique permet de supprimer certaines obligations financières et de réduire les remboursements dus aux créanciers concernés.

Elle peut ainsi améliorer les indicateurs d'endettement du pays et créer une marge de manœuvre budgétaire. Cependant, il faut distinguer deux réalités : l'annulation d'une dette existante et l'obtention de nouvelles ressources

Par ailleurs, la légitimité politique et la crédibilité institutionnelle des autorités constituent des enjeux majeurs dans la recherche de solutions durables à la crise nationale. Ces difficultés peuvent compliquer la mobilisation des ressources internationales et la mise en œuvre efficace des programmes de développement.

Dans ce contexte, une question fondamentale se pose : Haïti devrait-il privilégier les dons et les prêts concessionnels après l'annulation de sa dette, plutôt que de recourir rapidement à de nouveaux emprunts commerciaux ?

La réponse exige une réflexion approfondie sur la soutenabilité de la dette, la capacité de remboursement de l'État, la qualité de la gouvernance et les priorités nationales de développement.

financières. L'annulation ne constitue pas un apport direct de liquidités. Elle réduit les engagements financiers de l'État et peut libérer des ressources qui auraient autrement été consacrées au service de la dette. Pour tirer pleinement profit de cette situation, Haïti devrait mettre en place une stratégie financière rigoureuse reposant sur trois principes :  
- La transparence dans la gestion des ressources publiques ;

- L'affectation prioritaire des ressources aux investissements productifs et aux services essentiels ;
- La prévention d'un nouvel endettement excessif. L'objectif après le Séisme ne devrait donc pas être

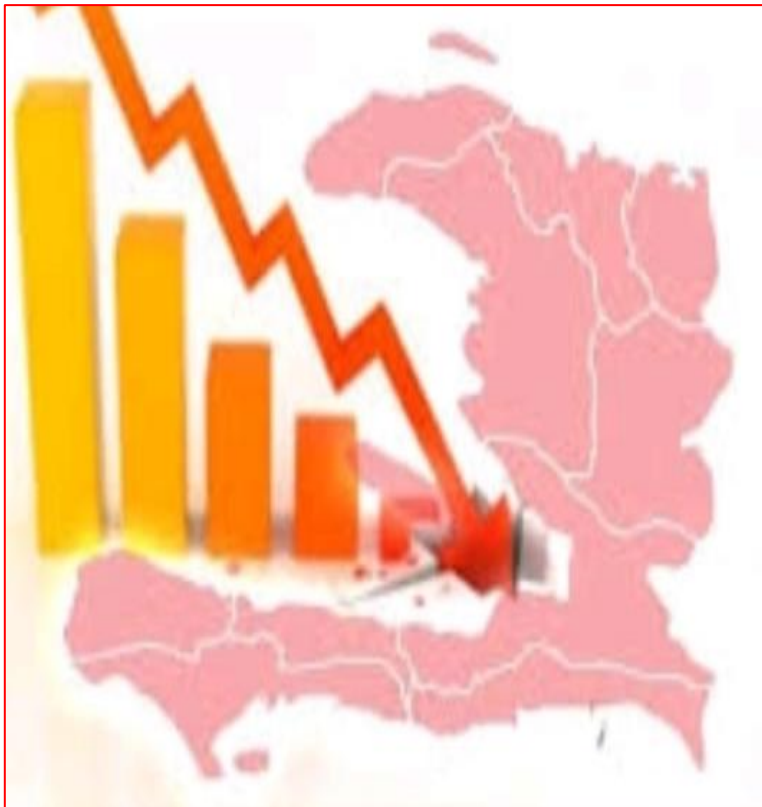
simplement l'annulation de la dette, mais de transformer cet allègement en une capacité durable de financement du développement national.

### **Huit années de contraction économique ou de destruction de la richesse : une réalité qui limite les choix financiers**

Haïti traverse une période particulièrement difficile sur le plan économique. Selon les données publiées par la Banque mondiale, le produit intérieur brut réel du pays a diminué pour la huitième année consécutive en 2026. Cette contraction s'inscrit dans un contexte marqué par l'insécurité persistante, l'incertitude politique, les perturbations des transports et des échanges commerciaux, ainsi que les difficultés rencontrées par les secteurs productifs. Cette situation réduit les possibilités de mobilisation des recettes publiques et fragilise la capacité de l'État à financer les investissements nécessaires au développement.

Il convient donc de distinguer une croissance économique durable d'une éventuelle amélioration ponctuelle de certains indicateurs financiers. Une annulation de dette, même importante, ne suffit pas à rétablir la croissance. Pour obtenir des résultats durables, elle doit s'accompagner d'investissements productifs, d'une amélioration de la sécurité, d'un renforcement des institutions et d'une politique économique cohérente. Dans ces conditions, recourir rapidement à des emprunts commerciaux pourrait accroître les risques financiers du pays, notamment si les investissements financés ne génèrent pas suffisamment de revenus pour couvrir les coûts de remboursement.

### **3. Une crise sécuritaire qui aggrave les risques financiers**



La dégradation de la situation sécuritaire constitue un obstacle majeur au redressement économique d'Haïti. L'insécurité perturbe les activités commerciales, entrave la circulation des marchandises, décourage les investissements privés et compromet le fonctionnement de nombreux services publics. Elle réduit également la capacité de l'État à mobiliser des recettes fiscales et à assurer une utilisation efficace des ressources disponibles.

Du point de vue des partenaires financiers, cette situation représente un facteur de risque important. Les investisseurs et les créanciers doivent évaluer la possibilité que les projets financés soient retardés, interrompus ou deviennent moins rentables que prévu. Par conséquent, même post-dette, Haïti ne pourrait pas considérer l'accès aux financements comme acquis. La restauration de la sécurité doit être envisagée comme une condition fondamentale du redressement économique et de la réussite des investissements publics. Il serait donc imprudent de construire une stratégie d'endettement ambitieuse sans tenir compte des risques liés à l'insécurité.

### **4. La légitimité et la crédibilité des autorités : des enjeux déterminants**

La capacité d'un pays à mobiliser des financements internationaux ne dépend pas uniquement du niveau de sa dette. Elle dépend également de la qualité de ses institutions, de la transparence de sa gestion publique, de la prévisibilité de ses politiques et de la confiance que lui accordent ses partenaires. En Haïti, la contestation de la légitimité politique des autorités et les interrogations relatives à leur crédibilité institutionnelle compliquent la

recherche d'un consensus national sur les priorités économiques.

Il importe toutefois de distinguer la légitimité politique, qui renvoie notamment au fondement du pouvoir et à son acceptation, de la crédibilité financière, qui concerne la capacité de l'État à respecter ses engagements et à gérer les ressources de manière responsable. Ces deux dimensions sont liées, mais elles ne sont pas identiques. Pour renforcer la confiance des partenaires internationaux, Haïti devrait

notamment : - Favoriser un processus politique crédible et inclusif ;  
 - Renforcer la transparence budgétaire et la reddition des comptes ;  
 - Améliorer les mécanismes de contrôle des dépenses publiques ;  
 - Publier des informations fiables sur les emprunts, les garanties publiques et les projets financés ;

- Assurer un suivi indépendant des investissements réalisés ;  
 - Renforcer la continuité et la capacité opérationnelle des institutions publiques.

Une meilleure gouvernance ne garantit pas automatiquement l'obtention de financements, mais elle contribue à créer les conditions nécessaires à leur mobilisation et à leur utilisation efficace.

## 5. Pourquoi privilégier les dons et les prêts concessionnels ?

Post-dette, Haïti aurait intérêt à rechercher prioritairement des financements dont les conditions sont compatibles avec sa capacité de remboursement.

### A. Les dons

Les dons présentent un avantage essentiel : ils ne créent pas, en principe, d'obligation de remboursement. Ils peuvent financer des interventions prioritaires qui ne produisent pas directement de recettes financières, notamment :

- Les programmes humanitaires et sociaux ;
- La restauration des services publics essentiels ;
- La reconstruction d'infrastructures endommagées ;
- Le renforcement des capacités institutionnelles ;
- Les programmes de sécurité alimentaire ;
- La réhabilitation des bassins versants et la protection des écosystèmes ;
- L'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Pour les investissements dont les bénéfices sont essentiellement sociaux ou environnementaux, les dons peuvent constituer une source de financement particulièrement adaptée. Toutefois, ils ne sont pas illimités. Leur disponibilité dépend des priorités des partenaires, des ressources budgétaires des pays donateurs et de la capacité d'Haïti à préparer, exécuter et contrôler les projets.

### B. Les prêts concessionnels

Les prêts concessionnels sont accordés à des conditions plus avantageuses que celles du marché, notamment grâce à des taux d'intérêt réduits, à des échéances longues ou à des périodes de grâce.

Ils peuvent soutenir des investissements structurants dans des domaines tels que :

- L'agriculture et l'irrigation ;
- Les infrastructures de transport ;
- L'énergie ;
- L'eau potable et l'assainissement ;
- La gestion intégrée des ressources en eau ;
- La restauration des bassins versants ;
- Les infrastructures économiques et les équipements collectifs.

Ces financements restent des emprunts : même avantageux, ils doivent être remboursés conformément aux accords conclus. Haïti devrait donc évaluer leur coût total, leur contribution au développement et leurs conséquences sur la dette future.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont d'ailleurs souligné, dans leurs analyses de la dette haïtienne, l'importance du soutien des bailleurs sous forme de dons et de financements concessionnels pour préserver la soutenabilité de la dette.

## 6. Pourquoi éviter de recourir trop rapidement aux emprunts commerciaux ?



Les emprunts commerciaux peuvent permettre de mobiliser des montants importants pour financer certains investissements. Ils ne sont pas nécessairement inappropriés dans toutes les circonstances. Cependant, ils comportent généralement des coûts financiers et des risques plus élevés que les prêts concessionnels.

Leur utilisation prématurée pourrait entraîner plusieurs difficultés :

- *Premièrement*, une augmentation du service de la dette. Des taux d'intérêt élevés et des échéances plus courtes peuvent exercer une pression supplémentaire sur le budget de l'État.

- *Deuxièmement*, une aggravation des risques de refinancement. Si le pays ne dispose pas de recettes suffisantes à l'échéance, il pourrait être contraint de contracter de nouveaux emprunts pour rembourser les anciens.
- *Troisièmement*, une exposition accrue aux risques économiques. Une baisse des exportations, une catastrophe naturelle ou une nouvelle détérioration de la situation sécuritaire pourrait fragiliser sa capacité de remboursement.
- *Quatrièmement*, une réduction des ressources disponibles

## 7. Quelle stratégie de financement pour Haïti après l'annulation de dette il y a de cela 16 années ?

Une stratégie cohérente pourrait reposer sur une hiérarchie des sources de financement.

*Première priorité* : les dons.

Ils devraient être recherchés en priorité pour les besoins humanitaires, les services sociaux essentiels, le renforcement institutionnel et les investissements dont les retombées financières directes sont limitées.

*Deuxième priorité* : les prêts concessionnels.

Ils pourraient financer les infrastructures et les investissements productifs à long terme, sous réserve d'une évaluation rigoureuse de leur rentabilité économique et de leur soutenabilité financière.

*Troisième priorité* : les financements privés et les partenariats public-privé.

Ils pourraient compléter les ressources publiques lorsque

pour les services publics. Lorsque le service de la dette augmente, les sommes disponibles pour l'éducation, la santé, les infrastructures et les investissements productifs peuvent diminuer.

Il faut également éviter de confondre le montant d'un financement obtenu avec sa contribution réelle au développement. Un emprunt important n'est pas nécessairement avantageux si son coût est élevé, si le projet financé est mal préparé ou si ses bénéfices économiques restent insuffisants.

les projets présentent un modèle économique viable, que les risques sont correctement répartis et que les engagements financiers de l'État sont transparents.

*Quatrième priorité* : les emprunts commerciaux, de manière sélective.

Ils devraient être envisagés uniquement lorsque les conditions financières sont acceptables, que les autres sources de financement sont insuffisantes et que la capacité de remboursement est clairement démontrée.

Cette hiérarchie ne signifie pas que les dons et les prêts concessionnels seront toujours disponibles en quantités suffisantes. Elle signifie plutôt que les choix d'Haïti devraient être guidés par le coût du financement, les risques encourus et les bénéfices attendus, plutôt que par la seule volonté de mobiliser rapidement des capitaux.

## 8. La nécessité d'une discipline financière et d'un contrôle rigoureux des investissements



Chaque projet important devrait faire l'objet d'une analyse préalable portant sur son coût, sa faisabilité technique, ses retombées économiques et sociales, ses risques et ses besoins futurs d'entretien. Il faudrait également éviter que les emprunts servent principalement à financer des dépenses courantes sans bénéfices durables, ou que des

L'annulation de la dette en 2026 ne produira des effets durables que si elle s'accompagne d'une transformation de la gestion des finances publiques.

Haïti devrait notamment élaborer un cadre de financement du développement qui précise :

- Les besoins prioritaires à financer ;
- Les ressources disponibles sous forme de dons ;
- Les possibilités de financement concessionnel ;
- Les projets susceptibles de mobiliser des capitaux privés ;
- Les limites d'endettement compatibles avec la soutenabilité de la dette ;
- Les mécanismes de contrôle, d'audit et d'évaluation des résultats.

engagements financiers soient contractés sans transparence suffisante.

L'objectif devrait être de privilégier les investissements capables d'accroître la production nationale, de renforcer les recettes publiques, de créer des emplois et d'améliorer durablement les conditions de vie de la population.

Pour Haïti, l'annulation de dette après le séisme du 12 janvier 2010 ne devrait pas être considérée comme une invitation en 2026 à emprunter de nouveau sans précaution. Elle devrait plutôt constituer le point de départ d'une stratégie de financement fondée sur la prudence, la transparence et la recherche de résultats durables.

La contraction économique prolongée, l'aggravation de l'insécurité et les difficultés de légitimité politique et de crédibilité institutionnelle rendent cette exigence particulièrement importante. Dans ce contexte, les dons et les prêts concessionnels devraient être privilégiés dans la mesure où ils sont disponibles et adaptés aux besoins du pays. Les emprunts commerciaux ne devraient intervenir qu'après une évaluation rigoureuse de leur coût, des risques qu'ils comportent et de la capacité réelle de remboursement de l'État.

La priorité ne doit donc pas être de remplacer immédiatement une dette annulée par une nouvelle dette, mais de créer les conditions économiques, sécuritaires et institutionnelles qui permettront à Haïti de financer son développement sans retomber dans le surendettement. La véritable question stratégique est la suivante : comment transformer l'annulation de la dette haïtienne en un instrument de refondation économique, sociale, territoriale, politique et de développement durable, plutôt qu'en une simple pause avant un nouvel endettement ?

La réponse repose sur une combinaison de financements adaptés, d'investissements productifs, de gouvernance crédible, de sécurité et de responsabilité dans la gestion des ressources publiques.

**Yves Junior VANCOL, Ing**



# INVITATION VIP

*Vente Signature*  
**DE L'OUVRAGE**

**DROIT  
MORTUAIRE**  
DE LA MORT JURIDIQUE À LA ZOMBIPHOBIE

*J'ai l'insigne honneur de vous convier à la vente-signature de mon ouvrage intitulé DROIT MORTUAIRE le dimanche 01 novembre 2026 à l'hôtel Montana à compter de 10h.*

*Dans l'attente du plaisir de vous accueillir parmi nos invités de marque, je vous prie d'agréer, l'expression de ma très haute considération.*

*Prix format VIP de l'ouvrage : 7. 500 gourdes haïtiennes.*

*Prix format régulier de l'ouvrage : 5 000 gourdes haïtiennes.*

*Prix étudiant : 3000 gourdes*

*Jean Renel SENATUS*  
*Auteur*

# CHIKTAIL SOSO

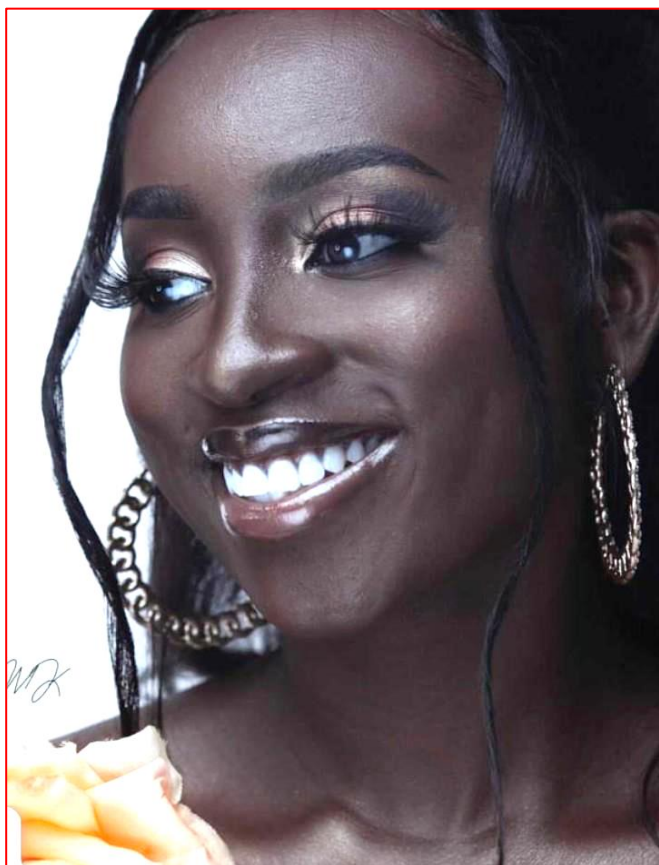
Chiktay Aransò: bokal 16 ons: 2,500 Goud;  
Bokit chiktay aransò. 15 mil Goud;  
Soso chiktay gen 4 varyete chiktay:  
Aransò, mori, lanbi, pwason.  
Bokal 16 ons ak 32 ons.



Engredyan: piman, piman dous, echalòt, zonyon, luil.  
Telefòn: 509-37205428 pou plase kòmand.  
Imèl: [chiktailsoso@gmail.com](mailto:chiktailsoso@gmail.com)

## Melissa A. Mintah ou Melissa Mintah

- Âge: 28 ans;
  - Origine: région d'Accra, la capitale du Ghana ;
  - Profession: Avocate, mannequin et reine de beauté;
  - Expériences :
- 2ème Dauphine *Miss Ghana* 2025 ;
  - *Miss Globe Ghana* 2023 ;
  - 3ème Dauphine *Miss Africa Calabar* 2022 ;
  - Participation à *Miss Malaika* 2020.





# SUNRISE : UNE CONFÉRENCE-DÉBAT REND HOMMAGE À JEAN-JACQUES DESSALINES

Par Homère L. Jean



A droite, Professeur Victor Benoit

Deux siècles après son assassinat, la mémoire de l'Empereur demeure au cœur des réflexions sur l'indépendance, la souveraineté et l'avenir d'Haïti.

Le samedi 17 octobre 2026, la mémoire de Jean-Jacques Dessalines, père fondateur de la nation haïtienne et figure emblématique de la lutte contre l'esclavage et le colonialisme, était au centre d'une conférence-débat dans la ville de Sunrise en Floride.

À l'initiative de Quinncy Media Network. L'événement s'est déroulé dans les jardins de Quinncy's Place, situés au 7771 W. Oakland Park Blvd.

Pour cette rencontre consacrée à la tragédie du 17 octobre 1806, quatre intervenants ont apporté leurs éclairages sur la vie, l'œuvre et l'héritage historique de celui qui proclama l'indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804. Il s'agit de Leslie Péan, Victor Benoit, Alain Louis Hall et Vertus Saint-Louis.

Dessalines, symbole de liberté et de dignité humaine

Au fil des interventions, Jean-Jacques Dessalines a été présenté comme un acteur majeur de l'émancipation

humaine et comme l'un des défenseurs les plus déterminés de la liberté et de la souveraineté des peuples.

Les conférenciers ont notamment insisté sur les circonstances tragiques de son assassinat, survenu le 17 octobre 1806, dans un contexte de profondes divisions politiques internes. Ils ont évoqué l'existence d'un complot fomenté au sein même du nouvel État haïtien, auquel, selon leurs analyses, des intérêts étrangers auraient également été associés.

Les discussions ont également porté sur la place longtemps accordée à Dessalines dans la mémoire collective. Les intervenants ont souligné la nécessité de réhabiliter pleinement son héritage historique et de reconnaître l'importance de son combat dans l'histoire universelle de la liberté.

Pour eux, Dessalines ne saurait être réduit à son rôle de chef militaire ou de dirigeant politique. Il incarne également la détermination d'un peuple qui, après des décennies de servitude et de luttes, a réussi à conquérir son indépendance et à remettre en cause l'ordre colonial de son époque.

Page suivante

Prenant la parole lors de cette conférence-débat, le professeur Victor Benoit a rappelé la place fondamentale qu'occupe Jean-Jacques Dessalines dans l'histoire d'Haïti et dans le combat mondial contre l'esclavage et le colonialisme.

L'un des principaux chefs militaires de la Révolution haïtienne, Dessalines fut l'artisan majeur de la victoire qui conduisit à la proclamation de l'indépendance le 1er janvier 1804. Il devint ensuite le premier souverain de l'Haïti indépendante, sous le titre d'empereur Jacques Ier.

Selon le professeur Benoit, l'importance de Dessalines dépasse largement les frontières haïtiennes. Son action s'inscrit dans une lutte historique pour la liberté, l'autodétermination et la reconnaissance de la dignité humaine.

L'assassinat de l'Empereur, le 17 octobre 1806, constitue, a-t-il souligné, l'un des épisodes les plus tragiques de l'histoire politique nationale. Cette disparition brutale survint moins de trois ans après la proclamation de l'indépendance, à un moment où le jeune État haïtien cherchait encore à consolider ses institutions, à préserver son unité et à garantir sa souveraineté.

La mort de Dessalines ne représentait donc pas uniquement la disparition d'un chef d'État. Elle marquait également un tournant majeur dans l'évolution politique du pays, dont les conséquences continuent d'alimenter les réflexions des historiens et des intellectuels haïtiens.

Comprendre la tragédie du 17 octobre 1806.

Pour mieux cerner la portée de cet événement, le professeur Victor Benoit a proposé d'aborder la question à travers quatre dimensions essentielles : les origines de Dessalines, sa participation à la Révolution haïtienne, son rôle dans la fondation de l'État indépendant et les circonstances qui conduisirent à son assassinat.

Cette approche permet de replacer la tragédie du 17 octobre 1806 dans son contexte historique et politique, tout en

mettant en lumière les défis auxquels la jeune nation haïtienne était confrontée après son accession à l'indépendance.

La conférence-débat de Sunrise a ainsi offert un espace de réflexion sur une page déterminante de l'histoire nationale.

Au-delà de la commémoration, les échanges ont souligné l'importance de transmettre aux nouvelles générations une connaissance approfondie du parcours de Dessalines et des idéaux qui ont guidé la lutte pour l'indépendance.

En revisitant cet épisode douloureux, les organisateurs et les intervenants ont rappelé la nécessité de préserver la mémoire historique d'Haïti et de poursuivre le débat sur les valeurs de liberté, de souveraineté et d'unité nationale héritées des fondateurs de la patrie.

Deux cent vingt ans après l'assassinat de Jean-Jacques Dessalines, le 17 octobre 1806, la question de son héritage demeure au cœur de la conscience historique haïtienne. Sa mémoire continue d'interpeller les citoyens sur le sens de l'indépendance et sur la responsabilité collective de préserver les acquis de cette conquête historique.

Intervenant par visioconférence, l'économiste Leslie Péan a présenté Jean-Jacques Dessalines comme l'une des figures les plus importantes de l'histoire d'Haïti et de la lutte mondiale contre l'esclavage. Général, révolutionnaire et premier dirigeant du pays indépendant, Dessalines a joué un rôle décisif dans la victoire des anciens esclaves sur l'armée française et dans la naissance de la première nation issue d'une révolte d'esclaves victorieuse.

Selon M. Péan, l'histoire de Dessalines est celle d'un homme qui a combattu pour la liberté, fondé une nation, exercé un pouvoir autoritaire et laissé un héritage historique complexe.

Voici ce qu'il faut retenir de sa vie, de ses combats, de ses réalisations et de son héritage.

### **Qui était Jean-Jacques Dessalines ?**

Pour sa part, Alain Louis Hall a dressé le portrait de ce grand homme, en mettant en lumière les origines de son parcours et les conditions dans lesquelles il a grandi.

« Jean-Jacques Dessalines est né en 1758 dans la colonie française de Saint-Domingue, qui correspond en grande partie à l'actuel territoire d'Haïti.

Les circonstances exactes de sa naissance et ses origines géographiques restent discutées par les historiens.

Il est né dans l'esclavage et a vécu sous le régime colonial français, à une époque où les plantations de sucre et de café produisaient d'immenses richesses grâce au travail forcé de centaines de milliers d'Africains réduits en esclavage. »

Également économiste, Alain Louis Hall venait de publier son dernier ouvrage, un livre volumineux consacré à l'histoire d'Haïti, intitulé \*Le Syndrome du Transplanté\*. Dans cet ouvrage, il rend hommage aux héros de l'indépendance haïtienne et met en exergue leurs exploits ainsi que leurs contributions à la naissance de la nation.

Poursuivant son intervention, Alain Louis Hall a rappelé les souffrances endurées par les personnes réduites en esclavage :

« Les personnes esclavagées subissaient notamment :

- \* Des violences physiques et des châtiments ;

- \* Des conditions de travail extrêmement pénibles ;

- \* La séparation des familles ;

- \* L'absence de liberté et de droits fondamentaux.

Dessalines a grandi dans ce système avant de devenir l'un des principaux chefs militaires de la Révolution haïtienne », a conclu Alain Louis Hall.

### **L'indépendance d'Haïti et la naissance d'une nouvelle nation**

De son côté, Vertus Saint-Louis a brossé le tableau du paysage politique d'Haïti au lendemain de son accession à l'indépendance.

« Le 1er janvier 1804, aux Gonaïves, Jean-Jacques Dessalines proclame officiellement l'indépendance de l'ancienne colonie française.

Le pays reprend le nom d'Haïti, inspiré du nom autochtone taïno de l'île.

Cet événement marque plusieurs ruptures historiques majeures :

- \* La fin de la domination coloniale française sur le territoire devenu Haïti ;

- \* L'abolition définitive de l'esclavage dans le nouvel État ;

- \* La création d'une nation gouvernée par ses propres dirigeants ;

- \* L'affirmation du droit des anciens esclaves à la liberté et à l'autodétermination.

Haïti devient ainsi le premier État indépendant des Amériques issu d'une révolution d'esclaves victorieuse. Il constitue également une expérience historique majeure d'un État durablement indépendant fondé par d'anciens esclaves.

L'indépendance haïtienne représente alors un défi majeur à l'ordre colonial et esclavagiste de l'époque. »

Vente-signature et participation de personnalités de la

communauté

Au terme de cette conférence-débat, plusieurs écrivains, historiens et romanciers ont profité de l'occasion pour procéder à la vente-signature de leurs ouvrages.

Parmi les auteurs présents figuraient notamment Irsa Vieux, Margaret Papillon, Alain Louis Hall, Castro Desroches, Victor Benoit, Lyonel Gerdes, Mireille Sylvain David, Carole Demesmin, Jan Jak Stephen Alexis et Patrick Louis, Ph. D.

Il convient également de souligner la présence de plusieurs personnalités de la communauté, notamment Lesly Jacques, Frantz Bellange, Yves Lafortune et le poète-diseur André Fouad.

Ce dernier a profité de l'occasion pour déclamer quelques poèmes, accompagné à la guitare par le talentueux musicien Woolly St-Louis. Cette prestation artistique a apporté une touche culturelle et musicale à cette rencontre consacrée à l'histoire et à la mémoire d'Haïti.

Enfin, des félicitations s'imposent à toute l'équipe de Quinncy Media Network, notamment Tanisha, Quinncy et Daryl Auguste, pour leur contribution à la réalisation de cet événement.

**Homère Jean**

Courriel : [homereljean@yahoo.com](mailto:homereljean@yahoo.com)

Téléphone : 561 762-9378



Jean Jacques Stéphen Alexis en noir et Jean Yves Hakim (Deux Écrivains)



Mireille Sylvain David (Écrivaine)



**GWOUPMAN  
DELIVRANS**

Tels: +509 3476-7171 / 3701-7055  
+509 3701-1919 / 4890-9817

Siege Social: Delmas 83, Impasse Cafelière

Pòtoprens 20 oktòb 2026

## NÒT POZISYONMAN GWOUPMAN DELIVRANS

Nan lide kontinye batay pou evite peyi a tonbe nan plis kriz aprè eleksyon yo epi gade si prosesis elektoral la ta ka pran fòm, gwoupman politik DELIVRANS te deside reponn ak envitasyon KEP a sou pwojè nouvo kalandriye elektoral la.

DELIVRANS ap raple popilasyon Ayisyèn malgrè tout mizangad ki te lanse yo, pou KEP a ak gouvènman defakto ki la pat soti yon dekrè san yo pat rive valide li ak pati epi gwoupman politik. Gouvènman defakto ki la ak tout KEP a, chwazi pa tandè revandikasyon pèp la, nan lide pou yo te ka fè yon dekrè pou gwoupman pouvwa ak ti ekip pa yo.

DELIVRANS toujou kenbe menm pozisyon li yo jan li te deja eksplike ak prezante nan lèt ak nòt ofisyèl yo. DELIVRANS rete fidèl ak prensip transparans, enklizyon ak kredibilite nan pwosesis elektoral la. Jan nou konnen deja kalendriye elektoral la ak dekrè a dwe mache ansanm. Nenpòt chanjman nan dekrè a dwe reflekte nan kalendriye a, epi sa dwe fèt ak konsiltasyon epi validasyon final tout aktè politik yo pou evite konfizyon ak dezòd.

DELIVRANS kenbe pozisyon li : Gouvènman ak KEP a dwe pran responsabilite yo pou garanti yon pwosesis ki kredib, onèt, san fòs kote epi ki respekte dwa sitwayen yo. DELIVRANS ap profite raple yo tou, ke tout desizyon ki ap pran la dwe pran nan konsansis ak tout pati epi gwoupman politik ki gen kalite pou sa nan pwosesis la, paske ankenn nan moun sa yo ki la pat soti nan eleksyon, yo pa gen dwa deside pou pèp Ayisyen an jan yo vle fel san konsiltasyon aktè yo.

DELIVRANS denonse atitid patipri KEP ki te lakòz piblikasyon yon lòt dekrè elektoral la san validasyon pati ak gwoupman politik yo. Sa mete an dout kredibilite pwosesis la epi louvri yon lòt pòt ankò pou plis konfli, revandikasyon ak kriz san fen.

DELIVRANS ap anonse nou ke batay la chanje faz pou kounya la, paske KEP sa ak gouvènman defakto a montre aklè ke yo pa gen kapasite, konpetans ak kredibilite pou rezoud sa ki la a epi oganize bon jan eleksyon. Popilasyon an bouke. Se pou tèt sa DELIVRANS ap mande yon KEP ak yon gouvènman responsab. Yon gouvènman ki ap gen kapasite pou mezire gravite sitiyasyon ki gen la a., yon gouvènman ki ka kreye bonjan kondisyon pou gen sekirite, pou louvri wout epi oganize bonjan eleksyon pou ofri peyi a yon nouvo depa.

DELIVRANS ap raple ke li rete angaje pou defann enterè pèp ayisyen nan batay pou yon gouvènman responsab kap ka oganize eleksyon ki onèt, transparan, ak demokratik. Ayiti se pou nou tout se nou tout ansanm ki pou goumen pou chanje figi l.

**PIERRE** Franky Exius  
Président **DELIVRANS**

# Know Someone Bilingual?

## Help Us Learn About Interpreter Training!

We are speaking with bilingual people to understand interests, needs and perspectives on interpreter training — in any language and from any training provider. This is for research and program development — **not a sales call**.



### JUST 10–15 MINUTES

A short, informal conversation



### WHO?

Bilingual people who **have not** taken formal interpreter training



### WHERE?

Anyone in the U.S. or internationally (it's online!)



### WHY?

To understand interests, needs and barriers related to interpreter training



### LANGUAGES OF INTEREST INCLUDE:

Haitian Creole, Spanish, Portuguese, Cape Verdean Creole, Mandarin, French, and other languages.



### HOW YOU CAN HELP

- 1 Share this flyer with your bilingual contacts, friends or associates.
- 2 If someone is interested, ask them to contact us (or you can introduce us).
- 3 They do not need to be interpreters or already planning to take a course.

We are especially interested in hearing from people with different levels of experience and interest.



### INTERESTED OR HAVE SOMEONE TO REFER?

Please contact us at:

[onosame@medsapient.com](mailto:onosame@medsapient.com)

Thank you for your support!

*Your input will help inform and improve interpreter training opportunities, so more bilingual individuals can make a difference in healthcare and their communities.*



**MEDSAPIENT**

PEOPLE · LANGUAGES · HEALTHIER COMMUNITIES

## &lt;&lt;LES RÊVES BRISÉS DE MA MÈRE&gt;&gt; DE GESLER JEAN-GILLES

Par Muradieu Joseph

Je viens de terminer la lecture du dernier ouvrage de mon ami **Gesler Jean-Gilles**, <<Les Rêves brisés de ma mère>>, publié aux éditions du CIDIHCA à Montréal, ce mois de juillet 2026. Je ne suis pas surpris par la qualité narrative et littéraire du livre, car son talent perceait dès ses années à la Faculté des sciences humaines, à travers ses éditoriaux et chroniques publiés dans les colonnes du journal mural de la Faculté, en compagnie de **Jean Hénoc Faroul**, de **Sauveur Pierre Étienne** et de votre serviteur.

Dans *Les Rêves brisés de ma mère*, Gesler s'attaque à un sujet que peu ont osé aborder avant lui; il expose les conditions presque tragiques entourant sa naissance et les répercussions que cela a eues sur l'avenir de sa mère et, par là-même, sur son adolescence. Il met en lumière les divisions sociales qui existent en Haïti, souvent déterminées par la naissance.

À travers un style de double énonciation, Gesler oscille entre le rôle de participant et d'observateur des événements qui ont marqué sa mère et lui-même. Bien que le livre frôle la biographie familiale, en se concentrant particulièrement sur sa mère, Gesler n'a pas manqué d'intégrer des rappels historiques pertinents concernant la France, le Liban et l'Allemagne; sur le plan linguistique, il nous propose des comparaisons savoureuses entre notre créole et les vieilles langues de France.

Sa rencontre avec son père, qu'il nomme son géniteur, alors qu'il entrait dans sa 26<sup>e</sup> année, témoigne de la résilience de Gesler qui n'a éprouvé le moindre ressentiment, encore moins de la haine envers celui-ci; là où d'autres auraient pu

laisser libre cours à leur ressentiment envers des parents irresponsables ayant causé tant de souffrances. Gesler a fait preuve d'une humanité exemplaire.

La vie de Gesler n'a pas néanmoins été marquée uniquement par des tragédies. La détermination de sa mère à surmonter les défis imposés par la société ainsi que la solide éducation qu'il a reçue, lui ont permis de redéfinir son parcours. Sa rencontre avec la famille Bussenius a été un tournant décisif dans sa vie. Madame Marie Christine Bussenius, d'origine française, et son mari, originaire du Cap-Haïtien, l'ont pris sous leurs ailes et lui ont donné sa chance dans un pays où l'horizon des gens de son milieu était bouché; madame Bussenius, pour qui il voue une admiration sans bornes, lui a permis de réaliser deux rêves chers : travailler comme journaliste à Télé-Haïti et se rendre comme boursier à Paris.

*Les Rêves brisés de ma mère* de Gesler Jean-Gilles rejoignent ceux de millions de femmes abandonnées par ceux-là qui les avaient mises enceintes; ils résonnent comme un écho de la vie de nombreux enfants qui vivent, comme lui, les mêmes situations d'abandon par leurs pères, mais qui n'ont pas le courage et, je dirais même, la bravoure de les affronter et de les partager. En ce sens, son honnêteté peut servir de modèle pour les générations à venir.

**Muradieu Joseph**

Montréal, le 11 octobre 2026

## Magazine HAITI-ESPOIR

**IDENTIFIER  
LES PROBLÈMES**

**DÉTERMINER LEURS  
CONSÉQUENCES;**

**RECHERCHER  
LEURS CAUSES;**

**SENSIBILISER LES GENS ET LES  
MOBILISER  
AUTOUR DES  
SOLUTIONS.**

### GÉNÉRIQUE

#### DIRECTEUR

Me Jean Hénoc Faroul

#### RÉDACTION

Sarah Taïna Kersainvil  
Me Manfred Siméon  
Me Jean Hénoc Faroul  
Bernadel Joseph  
Martine Milard  
Homère Jean  
Mutchi Obas  
Yves Junior Vancol  
Moïse Charles  
Alex Calas

#### MARKETING ET DISTRIBUTION

Jean Eudes Pierre Jean

#### ART GRAPHIQUE

Alexis Jean Billy





**POUR TOUS  
VOS PROJETS DE  
MOBILITÉ À  
L'INTERNATIONAL,  
CHOISISSEZ  
LE TEF !**



**Centre de langue française**  
*Quand le français est une force*

## **Calendrier des Examens de TEF** **Septembre et octobre 2026**

| Inscriptions                 | Date de passations       |
|------------------------------|--------------------------|
| <b>Jusqu'au 10 septembre</b> | <b>13 septembre 2026</b> |
| <b>Jusqu'au 24 septembre</b> | <b>27 septembre 2026</b> |
| <b>Jusqu'au 8 octobre</b>    | <b>11 octobre 2026</b>   |
| <b>Jusqu'au 22 octobre</b>   | <b>25 octobre 2026</b>   |

**Pièces à apporter pour l'inscription :**

**\* Copie passeport ou CIN + Fiche dépôt**

**Prix : TEF immigration : \$ 250 US**

**TEF académique : \$ 285 US**

**Effectuez votre dépôt au compte suivant à la Sogebank : Alliance Française des Cayes # 2516003874**

**N.B.** Une fois le paiement effectué, toute inscription est ferme et définitive. En cas d'absence non justifiée ou d'abandon, le candidat n'est pas remboursé, ni par l'Alliance Française ni par la CCI Paris Ile-de-France. Pour cela, les candidats sont priés de bien vérifier leur motivation et leur disponibilité avant de procéder au paiement des frais d'inscription.

En cas d'absence justifiée et validée par la CCI Paris Ile-de-France, l'inscription peut être reportée sur une autre session de l'année en cours.

**Pour plus d'infos, passez au secrétariat de l'Alliance Française des Cayes  
ou appelez-nous aux 3636-8343 / 3760-4121, Courriel : [cours.aflescayes@gmail.com](mailto:cours.aflescayes@gmail.com)**





**POUR TOUS  
VOS PROJETS DE  
MOBILITÉ À  
L'INTERNATIONAL,  
CHOISISSEZ  
LE TEF !**



**Centre de langue française**  
*Quand le français est une force*

## **Calendrier des Examens de TEF** **Novembre et décembre 2026**

| Inscriptions         | Date de passations |
|----------------------|--------------------|
| Jusqu'au 5 novembre  | 8 novembre 2026    |
| Jusqu'au 19 novembre | 22 novembre 2026   |
| Jusqu'au 3 décembre  | 6 décembre 2026    |
| Jusqu'au 17 décembre | 20 décembre 2026   |

**Pièces à apporter pour l'inscription :**      **Prix :** TEF immigration : \$ 250 US  
\* Copie passeport ou CIN + Fiche dépôt      TEF académique : \$ 285 US

Effectuez votre dépôt au compte suivant à la Sogebank : Alliance Française des Cayes # 2516003874

**N.B.** Une fois le paiement effectué, toute inscription est ferme et définitive. En cas d'absence non justifiée ou d'abandon, le candidat n'est pas remboursé, ni par l'Alliance Française ni par la CCI Paris Ile-de-France. Pour cela, les candidats sont priés de bien vérifier leur motivation et leur disponibilité avant de procéder au paiement des frais d'inscription.

En cas d'absence justifiée et validée par la CCI Paris Ile-de-France, l'inscription peut être reportée sur une autre session de l'année en cours.

**Pour plus d'infos, passez au secrétariat de l'Alliance Française des Cayes  
ou appelez-nous aux 3636-8343 / 3760-4121, Courriel : [cours.aflescayes@gmail.com](mailto:cours.aflescayes@gmail.com)**





## QUE FAIRE POUR DÉCLARER UN SINISTRE AUTOMOBILE ?

1. Compléter le formulaire de déclaration Accident Auto. Il est disponible :

- sur notre site web <http://aic.ht/guide/>
- par email : envoyer votre demande à [sinitre.auto@aic.ht](mailto:sinitre.auto@aic.ht)
- en personne au siège de la AIC au 4 rue Jean Gilles Blvd Toussaint Louverture

2. Faire des photos du véhicule à l'emplacement du sinistre.

3. Renvoyer le formulaire et les photos :

- par email à [sinitre.auto@aic.ht](mailto:sinitre.auto@aic.ht)
- en personne au siège de la AIC

Notre équipe vous répondra le plus rapidement que possible sachant que nous enregistrons un nombre élevé de réclamation.

Alternative Insurance Company

(509) 28 12 63 00

3, rue Jean Gilles, Blvd. Toussaint Louverture, Port-au-Prince, Haïti

[contact@aic.ht](mailto:contact@aic.ht)

[w.aic.ht](http://w.aic.ht)

## **Les eaux transfrontalières entre Haïti et la République dominicaine**

### **Un potentiel économique au service du dialogue et de la paix.**

Par Moïse CHARLES,



L'eau constitue l'une des ressources naturelles les plus stratégiques de l'île d'Hispaniola, partagée entre Haïti et la République dominicaine. Plusieurs cours d'eau transfrontaliers, notamment les rivières Artibonite, Massacre (Dajabón) et Pédernales, ainsi que des aquifères souterrains, traversent ou relient les deux pays. Cette réalité géographique crée une interdépendance qui, loin d'être un facteur de division, peut devenir un puissant instrument de coopération, de développement et de paix.

Les eaux partagées jouent un rôle essentiel dans l'approvisionnement en eau potable, l'irrigation des terres agricoles, la préservation des écosystèmes et la réduction de la vulnérabilité face aux effets du changement climatique. Pour Haïti comme pour la République dominicaine, elles représentent un enjeu de sécurité hydrique mais également une opportunité économique considérable.

La valeur économique de ces ressources est particulièrement importante dans le secteur agricole. Grâce à l'irrigation, les bassins transfrontaliers soutiennent la production alimentaire, renforcent les revenus des agriculteurs et favorisent les échanges commerciaux entre les zones frontalières. Une gestion efficace de l'eau permettrait d'accroître la productivité agricole, de réduire les pertes liées aux sécheresses et de renforcer la sécurité

alimentaire de part et d'autre de la frontière.

Les ressources hydriques partagées offrent également un potentiel important pour la production d'énergie hydroélectrique, le développement de l'écotourisme, la pêche continentale et l'approvisionnement des centres urbains en eau potable. En protégeant les bassins versants et les aquifères communs, les deux pays investissent directement dans leur croissance économique, la création d'emplois et la résilience de leurs communautés.

Toutefois, ce potentiel ne pourra être pleinement valorisé que dans un cadre de coopération et de confiance mutuelle. Les défis liés à la gestion de l'eau, aux infrastructures hydrauliques et aux impacts du changement climatique nécessitent un dialogue permanent entre les autorités, les techniciens et les communautés des deux pays. Le partage des données hydrologiques, la mise en œuvre de projets conjoints et la création de mécanismes de gouvernance binationale contribueraient à prévenir les tensions et à promouvoir des solutions bénéfiques pour tous.

L'expérience internationale montre que les bassins transfrontaliers bien gérés deviennent souvent des espaces de coopération plutôt que de conflit. Dans le cas d'Haïti et de la République dominicaine, l'eau peut servir de passerelle entre les peuples en favorisant le développement économique, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement.

Page suivante



Ainsi, les eaux transfrontalières de l'île ne doivent pas être perçues comme une simple ressource à partager, mais comme un patrimoine commun dont la valeur économique et stratégique peut contribuer à bâtir un avenir fondé sur le dialogue, la solidarité et la paix durable. En faisant de l'eau un vecteur de coopération plutôt qu'un sujet de discorde, les deux nations ont l'occasion de transformer une ressource naturelle commune en un véritable moteur de prospérité et de stabilité régionale.

Pour Haïti, l'année en cours marque une étape importante. En effet, le pays est engagé pour la première fois dans le processus de soumission de son rapport national sur les eaux transfrontalières dans le cadre du suivi de l'indicateur ODD 6.5.2.

Cet exercice constitue une avancée majeure pour la gouvernance du secteur de l'eau, puisqu'il permet de mieux identifier les ressources partagées, d'évaluer les mécanismes de coopération existants et de renforcer le dialogue avec la République dominicaine autour d'une gestion durable et équitable des bassins communs.

L'expérience internationale démontre que les eaux transfrontalières sont plus souvent un facteur de coopération que de conflit. Lorsqu'elles sont gérées dans un cadre institutionnel solide, elles favorisent le partage des connaissances, la planification commune, la prévention des risques hydrologiques et la recherche de bénéfices mutuels. Pour Haïti et la République dominicaine, l'eau peut ainsi devenir un véritable outil de diplomatie environnementale et de construction de la paix.

Dans cette perspective, le renforcement de la coopération binationale, le partage des données hydrologiques, la protection conjointe des bassins versants et la mise en place

de mécanismes permanents de concertation apparaissent comme des priorités stratégiques. Plus qu'une simple ressource naturelle, l'eau représente un patrimoine commun dont la valeur économique, sociale et environnementale peut contribuer à rapprocher les peuples et à construire un avenir plus résilient.

À l'heure où Haïti franchit une étape historique avec la préparation de son premier rapport sur les eaux transfrontalières au titre de l'ODD 6.5.2, les ressources hydriques partagées avec la République dominicaine offrent une occasion unique de transformer une interdépendance géographique en un partenariat durable au service du développement, du dialogue et de la paix.

**Moïse CHARLES,**  
*Ingénieur en Environnement;*  
*Spécialiste en Gestion et Sécurité de l'Eau,*  
*Spécialiste en Migration Climatique.*

## Magazine HAITI-ESPOIR

**IDENTIFIER  
LES PROBLÈMES**

**DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES;**

**RECHERCHER  
LEURS CAUSES;**

**SENSIBILISER LES GENS ET LES  
MOBILISER  
AUTOUR DES  
SOLUTIONS.**

## GÉNÉRIQUE

**DIRECTEUR**  
Me Jean Hénoc Faroul

**RÉDACTION**  
Sarah Taïna Kersainvil  
Me Manfred Siméon  
Me Jean Hénoc Faroul  
Bernadel Joseph  
Martine Milard  
Homère Jean  
Mutchi Obas  
Yves Junior Vancol  
Moïse Charles  
Alex Calas

**MARKETING ET DISTRIBUTION**  
Jean Eudes Pierre Jean

**ART GRAPHIQUE**  
Alexis Jean Billy



***De la mort juridique à la zombiphobie,******Une réflexion anthropo-juridique sur le statut du cadavre***

Me. Jean Renel Sénatus

Il vise à « contribuer à l'enrichissement de la doctrine haïtienne » et à approfondir les débats sur la protection de la dignité humaine après le décès.

Son auteur, **Jean Renel Sénatus**, est un universitaire qui finalise un doctorat en sciences juridiques. Il est aussi président du conseil d'administration de l'Université Soleil d'Haïti. La vente-signature est annoncée pour le dimanche 1er novembre 2026 à la Salle Olivia de l'Hôtel Montana.

Nous encourageons les amateurs du livre, les sociologues, les chercheurs, les intellectuels en général et les juristes en particulier à se procurer un exemplaire de cet important ouvrage qui est le fruit de plusieurs années de recherches scientifiques.

**DROIT MORTUAIRE**

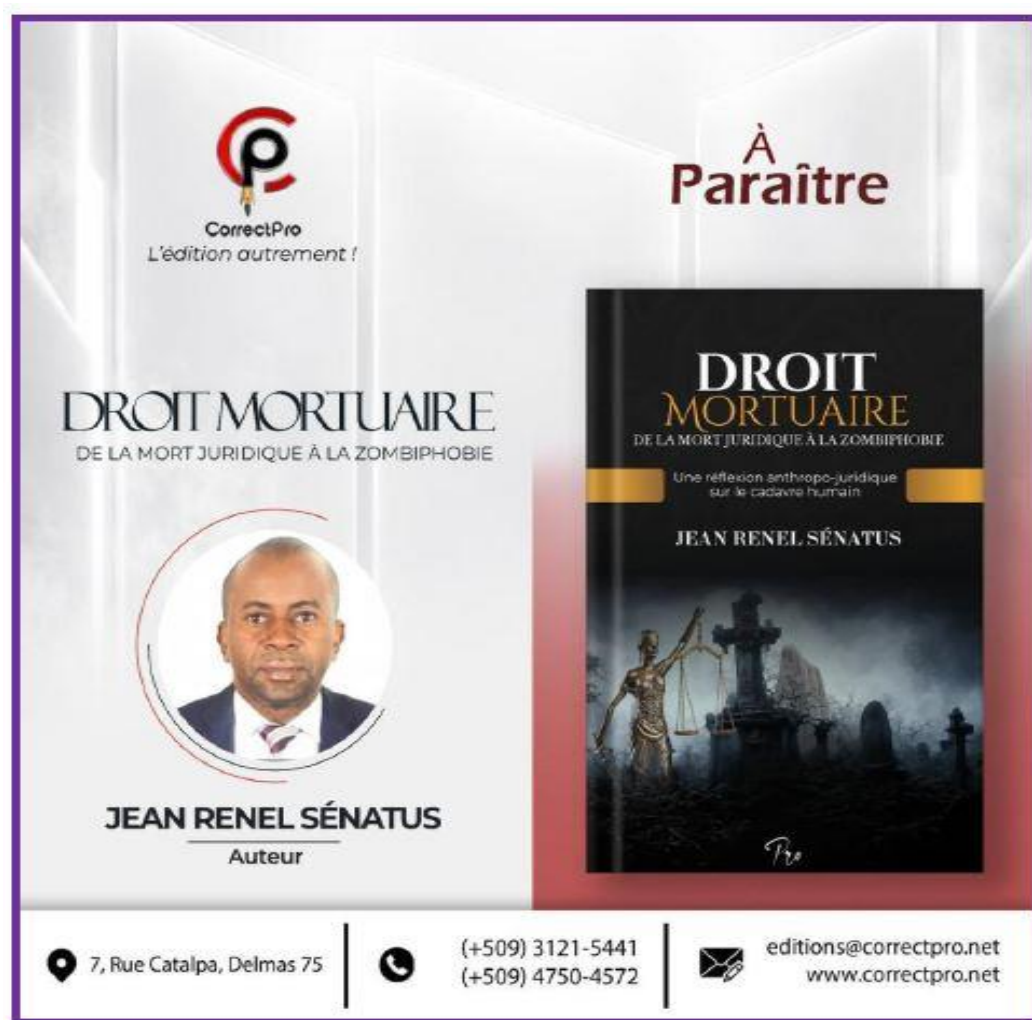
***De la mort juridique à la zombiphobie,  
Une réflexion anthropo-juridique sur le  
statut du cadavre***

Maison d'édition : CorrectPro, Delmas,  
Port-au-Prince, Haïti, 450 pages

C'est le dernier ouvrage de Me. **Jean Renel Sénatus**, avocat, ancien Commissaire du Gouvernement près le tribunal de Première Instance de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, ancien Sénateur du département de l'Ouest d'Haïti et ancien Président de la Commission Justice et Sécurité Publique du Sénat de la République.

Cet ouvrage scientifique, consacré au traitement de la dépouille mortelle humaine, se trouve à la croisée des sciences sociales et du droit. L'analyse adopte une dimension comparative en examinant les expériences juridiques du Bénin, du Cameroun, du Rwanda, de la France, du Canada et des États-Unis.

Le livre, destiné aux magistrats, avocats, universitaires, chercheurs, professionnels de la santé, responsables des collectivités territoriales et cadres de l'administration publique, concerne notamment les secteurs de la justice, de la santé publique, du transport sanitaire, de la gestion des cimetières, de la protection de l'environnement et de l'enseignement supérieur.



Par Sarah Taina Kersainvil



Chaque mois d'octobre, le ruban rose rappelle au monde l'importance de la lutte contre le cancer du sein. Mais au-delà de la couleur et des campagnes de sensibilisation, Octobre Rose est surtout un appel à l'information, au dépistage précoce et à l'accès aux soins. En Haïti, où de nombreuses familles doivent déjà faire face à des difficultés économiques et à un système de santé sous pression, cette mobilisation prend une importance particulière : mieux informer peut aider à consulter plus tôt, et consulter plus tôt peut améliorer les chances de traitement.

Le cancer du sein se développe lorsque certaines cellules du sein se multiplient de manière anormale et peuvent former une tumeur. Il touche principalement les femmes, mais les hommes peuvent également en être atteints. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), environ 2,4 millions de femmes ont reçu un diagnostic de cancer du sein dans le monde en 2024, et près de 694 000 décès lui ont été attribués.

Ces chiffres montrent l'ampleur du problème, sans signifier que la majorité des personnes dans le monde en sont atteintes : le cancer du sein est fréquent, mais il ne touche pas tout le monde.

Il n'existe pas une seule cause permettant d'expliquer tous les cas. Le risque augmente notamment avec l'âge, et certains facteurs peuvent jouer un rôle : des antécédents familiaux, certaines mutations génétiques comme BRCA1 ou BRCA2, une exposition antérieure aux rayonnements, la consommation d'alcool, le surpoids après la ménopause, le manque d'activité physique et certains traitements hormonaux après la ménopause. Toutefois, une personne peut développer un cancer du sein sans facteur de risque connu. Environ 80 % des cas surviennent chez des femmes qui ne présentent pas de facteur de risque spécifique autre que le sexe et l'âge. Il est donc important de ne pas culpabiliser les personnes malades et de ne pas croire qu'un mode de vie particulier permet d'éliminer tout risque.

Les signes à surveiller comprennent l'apparition d'une boule ou d'un épaississement dans le sein, un changement inhabituel de sa taille ou de sa forme, une modification de la peau, une rougeur persistante, un mamelon qui se rétracte ou un écoulement inhabituel, notamment sanglant. Une douleur n'est pas toujours présente. La plupart des boules au sein ne sont pas des cancers, mais tout changement nouveau ou inhabituel mérite une consultation

auprès d'un professionnel de santé. Il ne faut pas attendre que la douleur devienne forte pour demander conseil.

La prévention ne peut pas garantir qu'une personne n'aura jamais de cancer du sein, mais certaines habitudes peuvent contribuer à réduire les risques : pratiquer régulièrement une activité physique adaptée, maintenir un poids favorable à la santé, limiter ou éviter l'alcool, ne pas fumer et discuter avec un professionnel de santé des bénéfices et risques de certains traitements hormonaux. L'allaitement, lorsqu'il est possible et souhaité, est également associé à une diminution du risque. Les personnes ayant plusieurs proches atteints d'un cancer du sein ou de l'ovaire devraient en parler à un professionnel de santé afin d'évaluer si un accompagnement particulier est nécessaire.

Le dépistage et le diagnostic précoce sont essentiels, mais ils ne sont pas exactement la même chose. Le dépistage concerne les personnes qui n'ont pas de symptôme, selon les recommandations applicables à leur âge et à leur niveau de risque. La mammographie est un outil de dépistage important dans de nombreux pays, mais l'âge de début et la fréquence recommandés varient selon les politiques de santé et les situations individuelles. En revanche, lorsqu'un signe inhabituel apparaît, il ne s'agit plus d'attendre un dépistage de routine : il faut consulter pour obtenir une évaluation médicale. L'auto-observation peut aider à remarquer un changement, mais elle ne remplace ni une consultation ni les examens recommandés.



En Haïti, les obstacles restent nombreux : le coût des consultations et des examens, les déplacements, l'accès limité à certains spécialistes, la peur du diagnostic, la désinformation et parfois la stigmatisation. Certaines personnes consultent tard, lorsqu'elles ressentent déjà des symptômes importants. Pour changer cette réalité, les campagnes doivent aller au-delà des slogans : elles doivent faciliter l'orientation vers les services de santé, informer clairement sur les signes d'alerte et rendre les examens et les traitements plus accessibles. Les familles, les écoles, les médias, les organisations communautaires et les professionnels de santé ont tous un rôle à jouer.

Des initiatives de sensibilisation ont été rapportées en Haïti durant ce mois d'octobre. Le Réseau haïtien des journalistes de la santé a annoncé une conférence consacrée aux défis du cancer du sein et au dépistage précoce. Le Tanie's Hospital Center a également organisé une semaine de sensibilisation autour des cancers du sein et du col de l'utérus. Par ailleurs, la Global Sickle Cell Disease and Cancer (GSCC) a annoncé une marche contre le cancer au Cap-Haïtien pour le 20 octobre 2026, avec des activités prévues autour de la sensibilisation et du dépistage. Ces initiatives montrent l'importance de mobiliser les communautés, mais leur portée dépend aussi de la continuité des services après les campagnes.

Octobre Rose ne doit pas être un rendez-vous symbolique qui s'achève à la fin du mois. Il doit encourager une action durable : mieux informer, réduire la peur et la honte, faciliter les consultations et soutenir les personnes qui vivent avec la maladie. En Haïti, sauver des vies passe par des informations fiables, des services accessibles et une prise en charge rapide. Le message médical est simple : connaître les signes, consulter sans tarder en cas de changement inhabituel et suivre les conseils d'un

professionnel de santé. Le ruban rose n'est pas seulement un symbole ; il rappelle que l'accès à l'information et aux soins peut faire une réelle différence.

**Sarah Taina Kersainvil**



## **Magazine HAITI-ESPOIR**

**IDENTIFIER  
LES PROBLÈMES**

**DÉTERMINER LEURS  
CONSÉQUENCES;**

**RECHERCHER  
LEURS CAUSES;**

**SENSIBILISER LES GENS ET LES  
MOBILISER  
AUTOUR DES  
SOLUTIONS.**

## **GÉNÉRIQUE**

### **DIRECTEUR**

Me Jean Hénoc Faroul

### **RÉDACTION**

Sarah Taïna Kersainvil

Me Manfred Siméon

Me Jean Hénoc Faroul

Bernadel Joseph

Martine Milard

Homère Jean

Mutchi Obas

Yves Junior Vancol

Moïse Charles

Alex Calas

### **MARKETING ET DISTRIBUTION**

Jean Eudes Pierre Jean

### **ART GRAPHIQUE**

Alexis Jean Billy



# HAITI-ESPOIR



**"HAITI-ESPOIR"** est une revue hebdomadaire de l'actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d'Haïti et du Monde. La finalité, c'est d'apporter sa pierre à la reconstruction d'Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le "libertador" Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd'hui au fond de l'abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l'éthique, la neutralité et l'objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l'austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de **"HAITI-ESPOIR"** qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

**Compte en Gourde de "HAITI-ESPOIR" : 4260-000410.**

**Compte en USD de "HAITI-ESPOIR" : 4261-000169.**

**Banque Nationale de Crédit ou BNC.**

Merci !